

# **Mémoire de Géopolitique**

**Présenté par le Commandant Marc HUMBERT,  
du Collège Interarmées de Défense, Groupe A1**

## **Le conflit frontalier sino-indien de 1962**

# **Table des matières**

## **1 – Des frontières himalayennes contestables**

- 11 - Un noman's land géographique et politique
- 12 - L'héritage de l'histoire
- 13 - La ligne Mac Mahon

## **2 – De la coexistence pacifique au conflit armé**

- 21 - Le traité sino-indien de 1954
- 22 - Les espoirs déçus de Bandung
- 23 - Le grignotement frontalier
- 24 - Un environnement politique instable
- 25 - La logique du malentendu

## **3 – Un conflit exemplaire**

- 31 - Buts de guerre et stratégie
- 32 - Les revendications territoriales
- 33 - Les opérations
- 34 - Un règlement en suspens

## Introduction

Le Cachemire est une région célèbre, tout d'abord pour ses lainages célèbres et leurs motifs caractéristiques, mais aussi pour les combats qui y opposent régulièrement les Indiens aux Pakistanais, au cours de duels d'artillerie ou d'infiltrations de partisans, dans des paysages lunaires à plus de 4000 mètres d'altitude.

Mais peu de nos contemporains savent en revanche que le Cachemire est également un objet de contestation entre l'Inde et la Chine, depuis que, en 1950, la toute nouvelle République populaire eut établi une souveraineté contestée, mais effective, sur le Tibet, et repris à son compte les droits de ce royaume. En effet, les deux états revendiquent comme leur appartenant la partie orientale du Cachemire, c'est à dire l'ancien royaume du Ladakh, peuplée de rares habitants de souche tibétaine et de religion bouddhique.

Le contentieux frontalier sino-indien est en fait plus étendu et porte au total sur quelques 135 000 km<sup>2</sup>, c'est à dire à peu près la superficie de la Grèce, répartis entre le Cachemire à l'ouest, l'Uttar Pradesh et l'Himachal Pradesh au centre, et l'Arunachal Pradesh, anciennement nommé North East Frontier Administration, à l'est.

Ce contentieux a été à l'origine de nombreux accrochages entre les forces armées des deux géants de l'Asie et n'a pas fait l'objet d'un règlement définitif à ce jour. C'est un conflit dormant dont l'acuité s'est fortement atténuée depuis l'accession des deux puissances au statut nucléaire. Le point culminant fut atteint lors de la guerre de 1962, où en un mois et demi, du 10 octobre au 22 novembre, dans un terrain extrêmement accidenté de très haute altitude, les troupes chinoises infligèrent une lourde défaite aux jawans indiens pour ensuite effectuer un retrait unilatéral de 20 km, aussi soudainement qu'elles avaient attaqué.

C'est un des rares cas historiques d'une troupe victorieuse abandonnant le terrain gagné au cours des combats. A première vue, il semble que la Chine ait voulu donner une « leçon », ou peut-être un avertissement aux Indiens, sans chercher à obtenir un quelconque gain territorial, se parant ainsi d'une noblesse apparente, et profitant d'un grave manque de cohérence de la politique de défense indienne. A regarder la réalité de plus près, les tenants et les aboutissants du conflit sont en fait très complexes et prennent leur source dans un contexte géographique, historique, politique et militaire extrêmement flou.

Tout d'abord, les frontières communes entre l'Inde et la Chine, aux confins du Tibet, constituent un véritable désert d'altitude, quasiment inaccessible, où l'absence de relevés topographiques et de définition historique favorisent la contestation de part et d'autre. La seule tentative de fixation de la frontière entre les Anglais, représentant l'Inde, les Chinois et leurs vassaux tibétains, eut lieu en 1913 à Simla et eut pour résultat la définition d'une ligne dite « Mac Mahon », du nom du négociateur anglais. Cette ligne ne fut jamais reconnue officiellement et son tracé même est contesté.

Ainsi, même si la Conférence de Bandung en 1955 avait promu la coexistence pacifique entre les états de ce qui serait ensuite le Tiers-Monde, c'est tout naturellement que le

grignotage frontalier de part et d'autre allait par imbrication successive dégénérer en conflit armé, dans un contexte politique international et interne particulièrement délicat. Les échecs économiques chinois face aux relatifs succès indiens, la rupture entre Moscou et Pékin exacerbé par l'appui de l'URSS à l'Union Indienne, la faiblesse de Nehru face à un Parlement belliciste sont autant de facteurs de cette crise, qui se déroula de plus dans l'indifférence internationale, car le monde était préoccupé en premier lieu par la crise des missiles de Cuba.

Les opérations menées magistralement par les Chinois pour la conquête des territoires revendiqués, de même que l'imprévoyance et le manque d'une réaction coordonnée de la part des Indiens, font de cette guerre un conflit exemplaire. Alors que personne en Inde n'envisageait une agression chinoise, croyant être protégé par les accords du Panchsheel de 1954, ainsi que par l'alliance avec l'URSS ou plus simplement la valeur de l'armée indienne, tout porte à croire que Pékin avait orchestré de longue date la saisie des terres qui l'intéressaient, jouant le jeu clausewitzien d'une diplomatie relayée par les armes au moment opportun.

D'ailleurs, une analyse des facteurs du succès chinois et de son corollaire, la défaite indienne, montrent quels rôles importants ont joué dans ce conflit la préparation tant politique que militaire, ainsi que la maîtrise du cadre espace-temps. L'implacable cohésion imposée par les communistes en Chine eut raison des vellétés politiques et militaires indiennes ; l'organisation systématique du recueil du renseignement et de réseaux logistiques furent un secours d'autant plus précieux aux Chinois qu'ils faisaient cruellement défaut aux Indiens. La surprise, de même que l'initiative, resta durant toutes les opérations un atout exclusivement chinois. En outre, la limitation des terrains conquis et la rapidité du retour à la paix favorisa le succès de l'offensive chinoise et la pérennité de ses gains.

# 1<sup>ère</sup> Partie : des frontières himalayennes contestables



## Les frontières entre l'Inde et la Chine

Les frontières entre l'Inde et la Chine sont en fait celles entre l'Inde et le Tibet, ce qui permet mieux de comprendre leurs traits principaux. Ce qui touche au Tibet est plus ou moins mystérieux, en partie parce que l'empreinte de la religion et des lamas baigne la société dans un mysticisme profond, et en partie parce les conditions de vie de ce peuple ont façonné sa culture et son approche du monde extérieur.

Ainsi, parler de frontières pour le Tibet peut sembler naturel au non-Tibétains, mais ne représente qu'une notion vague pour ces peuples très divers, presque tous nomades, et surtout qui vivent dans un désert minéral qui paraît sans limite.

Les empires qui se sont établis au Tibet et sur son pourtour n'ont jamais non plus chercher à clarifier une situation qui leur paraissait convenable, les zones montagneuses infranchissables et inhabitées leur fournissant un glacis de protection idéal.

C'est pourquoi ces zones n'ont été que partiellement colonisées ou administrées et sont le sujet de vives contestations.

## 11 – Un noman's land géographique et politique :

Il faut avant tout souligner que les zones frontières, car il n'est pas question de ligne avant 1913, sont un véritable désert. L'altitude de ces régions en font un milieu hostile à la vie humaine, animale et végétale. Evidemment, les caractéristiques de chaque zone peuvent varier légèrement.



## Caractéristiques physiques des frontières du Tibet

**111** - A l'ouest, la zone frontière contestée se compose du Ladakh, ancien royaume tibétain constitué de la haute vallée de l'Indus et de ses affluents principaux, le Gilgit au nord et le Shyok au nord-est, autour de la ville de Leh. Ce royaume s'étendait à l'intérieur du Cachemire depuis le Baltistan occidental au nord jusqu'à la frontière de l'état d'Himachal Pradesh au sud et se trouvait enclavé entre la chaîne du Haut Himalaya au sud et celle du Karakorum au nord. Sa partie baltistanaise est occupée par le Pakistan avec lequel la Chine a signé un traité de frontière en 1962. A l'époque qui nous intéresse, Pékin revendiquait donc encore cette zone pakistanaise. Vers le nord-est, le Ladakh se prolonge sur l'autre versant du Karakorum par le plateau de l'Aksai Chin, au pied des monts Kun Lun. Cette région est occupée par les Chinois.

Tout le territoire du Ladakh, à l'exception de la vallée de l'Indus, au-dessous de Leh, se situe à plus de 3000 mètres et l'altitude moyenne dépasse 6000 mètres. Les vents humides du sud et de l'ouest étant arrêtés par la barrière himalayenne, il règne en ces lieux un climat sec de haut plateau. La région inhabitée de l'Aksai Chin s'élève à plus de 4500 mètres et connaît un climat désertique.

La végétation est surtout le fait de l'homme et il existe quelques oasis, où l'irrigation artificielle permet une maigre culture de subsistance\_ blé, orge, sarrasin, abricotier, mûrier et noyer. L'Aksai Chin est couvert de hautes steppes parsemées de nombreux lacs salés, où survivent quelques arbustes épineux ou à aiguilles.

Le règne animal, en dehors d'une faune sauvage peu nombreuse, est essentiellement représenté par les moutons, chèvres et yaks, qui fournissent le lait et la laine, produits de base locaux.

La population compte un peu plus de 200 000 âmes, de culture, religion et civilisation tibétaines. Elle se concentre dans quelques bourgades de fond de vallée. Le plateau de l'Aksai Chin est traditionnellement une région de transhumance, au moins durant l'été.

La caractéristique de cette zone est d'être une voie de communication essentielle dans une région presque impénétrable. En effet, par voie de terre, le Ladakh est le point de passage obligé entre le Pakistan et le Tibet occidental, en suivant la vallée de l'Indus. L'Aksai Chin est le seul endroit d'où l'on peut accéder par des voies « carrossables » au Tibet depuis le Xinjiang, ou ancien Turkestan chinois, et à ce titre revêt pour les Chinois une inestimable valeur stratégique. De même, le col de Karakorum, à 5575 mètres, permet de relier les vallées du Tarim au Xinjiang à celle du Shyok, affluent de l'Indus. Son contrôle est donc d'une grande importance stratégique, soit pour passer, soit pour empêcher le passage.

**112** – La partie centrale de la frontière suit la chaîne du Grand Himalaya au sud du Cachemire, et se situe traditionnellement en ligne de partage des eaux. Cette ligne délimite les frontières naturelles du Tibet avec les états d'Himachal Pradesh et d'Uttar Pradesh à l'ouest du Népal, puis avec l'état du Sikkim entre le Népal et le Bhoutan.

Les caractéristiques physiques sont celles d'une zone de très haute altitude, comme précédemment. Nombre de cimes de la région atteignent 7000 mètres et culminent à 7817 mètres au sommet de la Nanda Devi. Les cols, tous au-dessus de 4500 mètres, sont des points clés d'importance locale, franchissables par des piétons au prix de grands efforts.

Au long de cette ligne, la vie économique, la faune et la flore sont réduites au minimum, et à l'exception de quelques nomades et pèlerins qui empruntent les cols, la région n'est fréquentée que par des expéditions d'alpinistes qui préfèrent les sommets.

Cela n'empêche pas que les cols principaux et les quelques villages situés en contrebas fassent l'objet de litiges frontaliers.

**113** – La province d'Arunachal Pradesh, en Assam, constitue la portion orientale de la frontière et est, à l'instar du Ladakh, une région très faiblement peuplée, coincée entre le Népal et la Birmanie au sud du Grand Himalaya. Anciennement dénommée North East Frontier Agency, c'était, ainsi que le suggère ce nom, une zone-tampon qui couvrait toute la région au sud de la ligne de partage des eaux de l'Himalaya jusqu'au piémont bordant le nord de la vallée du Brahmapoutre.

Le nord de la zone est tout à fait comparable aux autres parties de la frontière déjà décrites. En descendant vers le sud, l'altitude décroît régulièrement, mais reste assez élevée, avec tout au sud des vallées à 500 mètres et des sommets à plus de 1000 mètres.

La forêt couvre une partie des vallées vers le nord de la zone, puis des sommets vers le sud. Bien que plus propice à l'établissement de l'homme, la région n'est peuplée que d'un peu plus de 850 000 habitants, de race tibéto-birmane. Ce sont essentiellement des tribus montagnardes Mombas, Akas, Daflas, Miris, Abors et Mishmis, vivant en autarcie du produit de leurs cultures. Certaines, comme les Mombas, sont de confession lamaïste et donc en partie

acculturées au Tibet. En outre, depuis la conquête du Tibet par la Chine populaire en 1950, nombre de Tibétains ont fui et se sont installés en Arunachal Pradesh.

En fait, pour résumer le caractère humain et physique des régions frontalières, on peut estimer qu'elles appartiennent naturellement aux hauts plateaux d'Asie centrale et au monde tibétain à l'ouest, et au bassin du Brahmapoutre et au monde indien à l'est. Le fait qu'elles n'aient été que très partiellement administrées par les puissances voisines rend très délicate la définition de leur appartenance politique.

## **12 – L'héritage de l'histoire :**

Les siècles passés ont fait de ces espaces des glacis où les états du pourtour évitaient de se heurter. Ces vides protecteurs relevaient d'une logique et d'une sagesse impériale désormais périmée, les nations modernes abhorrant le vide peut-être autant que la nature. Il est vrai que le système du tribut en Chine et du protectorat dans l'Empire Britannique des Indes favorisaient la création de relations plus ou moins distendues avec des royaumes extérieurs que l'on ne désirait pas, ou parfois ne pouvait pas, assujettir, comme le Tibet pour la Chine ou le Rajputana en Inde.

**121** – Le Ladakh fut un de ces protectorats, aux marches de l'Empire des Indes. En remontant les âges, la région fit partie du grand empire tibétain jusqu'à son démantèlement au 10<sup>ème</sup> siècle. Protégé par sa situation et les difficultés d'accès, le Ladakh devint alors indépendant jusqu'en 1531, date à laquelle le sultan de Kachgar s'en empara. Au 17<sup>ème</sup> siècle, ce sont les Moghols qui envahissent la région et entreprennent de l'islamiser, au prix de différents avec le Tibet. La guerre de 1681-83 entre le Ladakh et le Tibet s'achève par un traité aux termes duquel le Ladakh était assujéti au paiement d'un tribut. En outre, le commerce de laine faisait l'objet d'un règlement particulier. En 1687 eut lieu la première tentative de délimitation de la frontière .

Au début du 19<sup>ème</sup> siècle, après la conquête du Cachemire occidental par les Sikhs, le Gyalpo (roi) du Ladakh demanda en vain secours au vice-roi de l'Inde. Goulab Singh, Rajah de Jammu, sans doute attiré par le fructueux commerce de la laine, annexa le royaume, y compris le Baltistan, en 1842, puis se tourna contre les provinces occidentales du Tibet, où il fut anéanti au plus fort de l'hiver.

En 1846, après une dure campagne des Anglais contre les Sikhs, le traité de Lahore mit sous protectorat britannique tout le Cachemire, Ladakh inclus. Celui-ci fut peu après transféré à Goulab Singh et sa famille, sous la souveraineté de Londres. En 1846, la Chine refusa l'offre britannique d'établir une commission anglo-chinoise pour délimiter la frontière Tibet-Ladakh, de sorte que depuis les premières explorations (comme celle de B.W. Moorcroft en 1820) et jusqu'à 1962, la frontière n'a jamais été clairement établie et que le Ladakh était réputé borné par le col de Lanak, ou Lanak La, limite sud de l'Aksai Chin. L'Aksai Chin lui-même, bien que revendiqué depuis 1865 sur les cartes Delhi comme indien, n'a jamais été administré ni par le Cachemire, ni par le Tibet, ni par la Chine.

Pour compliquer le problème, les Britanniques se servirent des habitants du Ladakh au 19<sup>ème</sup> siècle, lors de leurs tentatives pour entrer en contact avec les autorités de Lhassa.. Les gens du Ladakh entretenant toujours d'étroites relations avec les Tibétains, le Gyalpo du Ladakh envoyait tous les trois ans une délégation avec son tribut au Dalai-Lama. De même, une ambassade personnelle du Dalai-Lama se rendait chaque année à Leh pour apporter le thé

chinois en briques. Cet échange constituait un lien administratif officiel, qui permettait aux habitants du Ladakh d'exercer un monopole sur le commerce de la laine des hauts plateaux tibétains, exceptionnelle matière première qu'ils revendaient ensuite aux fabricants du Cachemire.

Les Anglais ne changèrent rien à ce système, dans lequel ils trouvaient également leur profit par la vente de ces produits. Ainsi, le Ladakh, bien que faisant officiellement partie de l'état de Cachemire et Jammu, restait inféodé par le tribut périodique au royaume tibétain. Outre le bénéfice commercial de cet arrangement, cet état sans véritable obéissance était un parfait intermédiaire entre les sphères d'influence chinoise d'une part et britannique d'autre part, à l'instar de plusieurs petits états himalayens comme le Népal et le Bhoutan.

L'accession à l'indépendance de l'Inde provoqua par contrecoup la scission du Ladakh, dont une partie est pakistanaise. Un deuxième changement plus subtil apporté par l'indépendance fut le résultat du rattachement administratif direct du Ladakh à l'Etat indien. La décolonisation ou la libération de la Chine et l'Inde amenèrent ces états à « nationaliser » leurs frontières, en d'autres termes à mettre en contact direct deux zones d'intérêts opposés, le paiement du tribut cessant en 1950, lorsque les Chinois reprirent le Tibet. Ainsi s'acheva, avec les meilleures intentions de la part de New Delhi, l'équilibre délicatement organisé par les Anglais en même temps que les possibilités d'influence de l'Inde en Asie centrale.

**122** – La situation historique des zones litigieuses situées entre le Ladakh et le Népal, principalement des cols et les villages avoisinants, est encore plus délicate à établir. Certains points, comme Sang et Tsungsha, sous juridiction tibétaine à l'origine, furent occupés par les Anglais et les Indiens prirent tout bonnement leur succession. D'autres lieux, tels Barahoti (Wu Je pour les chinois), changèrent de main à plusieurs reprises ou ne furent « administrés » que sporadiquement. Le plus cocasse est le cas de Puling-Sumdo, que les Chinois acceptèrent d'ouvrir au commerce indien lors du traité sino-indien de 1954, alors que les Indiens considèrent cette localité comme leur appartenant. Cela montre assez l'intérêt porté à ces régions reculées par l'administration de New Delhi avant d'être forcée de s'y intéresser par leurs turbulents voisins.

**123** – Le même cas se pose pour la zone orientale en Arunachal Pradesh, où la confusion historique tient de l'opacité. L'essentiel de la zone fut pendant des siècles sous domination des dynasties hindoues de l'Inde orientale, puis passa au 13<sup>ème</sup> siècle aux Rajahs Ahom, originaires de Birmanie, mais hindouisés par la suite, avant d'être annexé avec tout l'Assam par les Anglais en 1842. Au nord-ouest de la NEFA, la région de Tawang, par contre, devint tibétaine au 17<sup>ème</sup> siècle, lorsque le cinquième Dalaï-lama unifia le Tibet. L'administration tibétaine semble avoir perduré en ces lieux, au moins jusqu'en 1913, comme en témoigne le capitaine Bailey, qui dirigeait une mission d'exploration du sud-est tibétain, peut-être même jusqu'à la reconquête du Tibet par la Chine.

Les Britanniques signèrent dans la deuxième moitié du 19<sup>ème</sup> siècle quelques traités avec les populations locales. Certains, comme celui de 1853 avec les Mombas, montrent qu'ils étaient liés à Lhasa par un tribut. D'autres, tels les traités signés avec les Abors et les Akas, montrent avant tout que ces peuples étaient indépendants.

### **13 – La ligne Mac Mahon :**

Ce qui précède montre assez combien il a pu être difficile depuis 1950 de délimiter ce qui appartient aux uns et aux autres. Il y eut cependant plusieurs tentatives d'établir une ligne, sinon de frontière, du moins de partage.

Le premier effort pour fixer des règles daterait de 1684, et établirait en 1687 une commission pour définir les limites du Ladakh et du Tibet. Il n'en reste malheureusement plus de trace.

Il faut ensuite attendre 1842 pour trouver un traité non pas de frontière, mais de non-agression entre Leh et Lhassa.

Le 7 septembre 1904, est signée à Lhassa une convention entre l'Angleterre et le Tibet, avec l'assistance de l'Amбан (nom mandchou du haut-commissaire chinois au Tibet), à la suite de l'expédition de Sir Francis Younghusband, avec près de trois mille hommes commandés par le général Mac Donald, pour faire respecter l'accord de 1890 concernant les frontières du Sikkim. Cet accord est en lui-même porteur de litige, car conclu sous la contrainte des armes. Il n'en sera pas moins confirmé par la convention de Pékin en 1906, où la Chine reconnaissait les conventions de 1890 et 1904 et la Grande-Bretagne se faisait concéder des droits commerciaux exclusifs au Tibet et déclarait qu'aucune ingérence étrangère ne serait tolérée tant que l'Angleterre n'entreprendrait pas de s'immiscer au Tibet ou d'annexer de son territoire.

Cela ne résolvait cependant pas le problème des frontières, qui n'étaient toujours pas établies officiellement. C'est ce que se proposait de résoudre la conférence de Simla, réunissant en 1913 et 1914 les représentants de la Grande-Bretagne, du Tibet et de la Chine dans cette ville de l'Himachal Pradesh. Participèrent à la conférence Sir Henry Mac Mahon, plénipotentiaire britannique, lönchen Shatra (lönchen, ou plus exactement blon chen, signifiant premier ministre en tibétain), plénipotentiaire tibétain, et Ivan Chen, plénipotentiaire chinois.

Au cours de négociations longues et difficiles, les Anglais tentèrent d'imposer leurs vues, parfois en s'arrangeant directement avec les Tibétains sans en informer les Chinois. Ceux-ci ayant eu mainte expérience épouvantable au contact des Anglais (Guerre de l'Opium, invasion franco-anglaise de 1860, vol de plants de thé et effondrement des exportations chinoises, et de manière générale ce que les sujets de la Couronne appelaient sans détour le « break up of China »), voyaient ces négociations et ces procédés peu diplomatiques d'un très mauvais œil.

Le résultat, tout à fait prévisible, fut que le représentant chinois, qui avait tout d'abord signé le projet de convention, refusa de signer l'acte final de la conférence après en avoir référé à son gouvernement. En outre, Pékin éleva par la suite de nombreuses protestations sur certains points de la frontière ainsi défini. Celle-ci est plus communément connue sous le vocable de « ligne Mac Mahon », du nom du négociateur anglais qui inscrivit sur une carte les limites territoriales du Tibet, fixant d'un trait rouge la frontière du nord-est de l'Inde et du nord de la Birmanie et d'un trait bleu la frontière entre le Tibet extérieur et le Tibet intérieur.

Jusqu'à l'accession à l'indépendance de l'Inde et la libération de la Chine, nul n'alla plus avant dans les négociations et le problème resta sans solution, mais aussi sans froisser aucune susceptibilité. Comme nous l'avons vu, les conditions nouvelles en Asie bouleversèrent cette vision des choses et la fin du colonialisme s'accompagna d'un regain de possessivité territoriale.

La Chine d'après 1949 en particulier voulait se débarrasser de tout ce qui pouvait rappeler son passé humiliant, en particulier tous les traités inégaux, dictés à des gouvernements faibles par des occidentaux ou des Japonais colonialistes et impérialistes. Aussi la ligne Mac Mahon représentait-elle pour Pékin une ligne illégale, imposés par les colonisateurs anglais à des pays exploités.

Le fait que la frontière entre deux états soit mal définie ou illégale n'implique cependant pas automatiquement le déclenchement d'un conflit armé, comme ce fut le cas entre les États indien et chinois. Comment deux nations nouvellement émancipées de la tutelle coloniale et sortant à peine de la guerre, contre le Guomindang ou les Tibétains en Chine, contre le Pakistan en Inde, purent-elles en arriver à cette extrémité ? Comment deux nations qui prônaient la paix et le développement pour le bien du peuple en arrivèrent-elles à s'entredéchirer au détriment de cette paix et de cette expansion ?

Pour répondre à cette question, il faut remonter au début de la deuxième moitié du vingtième siècle et étudier les relations entre ces états .

## **2<sup>ème</sup> Partie - De la coexistence pacifique au conflit armé :**

Les relations de voisinage des deux plus grands pays du monde par la population devraient revêtir pour chacun d'entre eux une importance primordiale, ne serait-ce que pour des raisons de sécurité. Or, l'intérêt porté par Pékin à la question indienne fut et reste erratique. A l'époque qui nous intéresse, il est frappant de constater qu'après une éphémère période de rapprochement, qui, au yeux du monde du milieu des années 1950, semblait devoir être durable, les relations se dégradèrent très rapidement.

En fait, l'entente sino-indienne fut ambiguë dès l'origine, car elle n'était pas dénuée d'intérêt, comme toujours entre deux états. Et malheureusement, les intérêts de Pékin et de New Delhi s'opposaient sur de nombreux points, tels la crise tibétaine ou l'alliance de Moscou, et même plus simplement sur la manière de développer leur pays, et par rebond d'influencer le développement des pays en voie de développement.

### **21 – Le traité sino-indien de 1954 :**

En 1949, lorsque les communistes prirent le pouvoir en Chine, l'Union Indienne, indépendante depuis deux ans déjà, accueillit favorablement la création du nouvel état, reconnaissant la RPC dès le 30 décembre, deuxième Etat non-socialiste à prendre une telle décision après la Birmanie, et noua des relations diplomatiques dès le 1<sup>er</sup> avril suivant. Malgré de nombreux sujets de dissension, l'Inde, promotrice des idées de Gandhi, croyait pouvoir trouver un terrain d'entente, des possibilités de coopération, ou plus simplement un *modus vivendi* avec les communistes chinois.

L'occupation du Tibet par l'Armée de Libération Populaire l'année suivante fut un rude coup pour New Delhi, et, devant l'émotion de l'opinion publique indienne et les condamnations de nombreuses personnalités politiques, Nehru protesta officiellement contre l'emploi de la force au Tibet. Dans le même temps, la Chine reprochait violemment à l'Inde ses vues sur l'Asie du sud-est, à propos de l'intention de Nehru de réunir en Inde une conférence internationale concernant l'indépendance indonésienne, et son ingérence dans les affaires intérieures chinoises, concernant l'occupation du Tibet.

De plus, les troupes chinoises, en arrivant au Tibet, trouvèrent à Lhasa, Gyantse et Yatung des comptoirs commerciaux indiens renforcés de quelques militaires, ainsi qu'un service postal entre Gyantse et le Sikkim, tenu par des employés indiens. L'Inde refusa de les évacuer à la demande de Pékin, demandant auparavant un règlement global de la question tibétaine entre les deux pays.

L'accord sur la « libération pacifique du Tibet » du 23 mai 1951 fut le point de départ d'une nouvelle détente dans les relations bilatérales. Bien que Pékin se réservât par cet accord une souveraineté totale sur le Tibet, le gouvernement traditionnel de Lhasa était cependant maintenu. Le Dalai-Lama, qui s'était réfugié en Inde en 1950, regagnait Lhasa, fort des garanties administratives accordées par le gouvernement chinois et laissant aux Tibétains une relative autonomie.

En septembre 1952, New Delhi proposa à Pékin de transformer ses représentations au Tibet en un consulat général dont dépendraient toutes ses agences commerciales. Les tractations ne

furent pas simplifiées par le rôle médiateur de l'Inde dans le conflit coréen, mais finalement, les négociations réelles s'ouvrirent en décembre 1953.

Elles aboutirent le 29 avril 1954 à la signature d'un traité sino-indien, dont la teneur somme toute modeste marqua d'une part la fin des velléités d'indépendance du Tibet et d'autre part le début d'un rapprochement entre les deux Etats signataires.

Ce traité fut l'occasion de régler, du moins c'est ainsi que les deux parties l'envisageaient sur le moment, la question tibétaine. Le texte du traité se réfère à la « région tibétaine de Chine » sans plus d'explication, comme si le fait était le plus naturel du monde. Autant dire que la reconnaissance de droit d'une situation de fait représentait pour Pékin un aval inespéré et une grande victoire diplomatique, en un temps où les communistes s'étaient aliénés une grande partie de l'opinion mondiale (est-il besoin de rappeler que le siège chinois à l'ONU étant occupé par la Chine nationaliste, l'audience du régime de Pékin en était forcément réduite ?).

Pour la Chine, c'était aussi une occasion idéale de mettre en œuvre et de tester la coexistence pacifique que Pékin prônait comme base des relations entre les Etats à « régimes sociaux différents », c'est à dire entre Etats communistes et non-communistes, avec en arrière-plan l'échec du « containment » américain.

Pour l'Inde, le traité fut l'occasion de concrétiser une alliance que nombre de dirigeants appelaient de leurs vœux comme palliatif à l'impérialisme des puissances occidentales. Et bien sûr, au-delà du règlement « définitif » de la question tibétaine, ce fut aussi la possibilité de fixer les cinq principes du Panchsheel, qui deviendraient la base des dix principes de Bandung :

- 1° Respect mutuel de l'intégrité territoriale et de la souveraineté
- 2° Non-agression mutuelle
- 3° Non-ingérence mutuelle dans les affaires intérieures
- 4° Egalité et avantages mutuels
- 5° Coexistence pacifique.

De plus, c'était pour l'Inde la preuve éclatante qu'une entente avec la Chine communiste était possible, quoique prétendent les Américains. Ainsi, même si la Chine nouvelle restait une puissance avec laquelle il fallait compter pour l'équilibre asiatique, et qu'il serait difficile de contraindre par la force, il était néanmoins possible de s'entendre avec elle.

## **22 – Les espoirs déçus de Bandung :**

Forts de leur amitié récente et prometteuse avec les Chinois, les Indiens s'employèrent dès la conférence de Colombo, qui avait réuni en mai 1954 les cinq Etats neutralistes d'Asie (Inde, Pakistan, Ceylan, Birmanie et Indonésie), à faire inviter la RPC à la future conférence afro-asiatique qui devait avoir lieu en Indonésie en 1955.

La participation chinoise fut acquise lors de la réunion préparatoire de Bogor (Indonésie), en décembre 1954.

La prestation de Zhou Enlai à Bandung du 18 au 24 avril 1955 fit grande impression sur les dirigeants des « non-alignés » et favorisa l'entrée sur la scène internationale de la Chine populaire. Illustrant l'apogée de la diplomatie indienne, Bandung marqua aussi le début de son

déclin, la Chine supplantant de plus en plus l'Inde vis-à-vis des pays en voie de développement.

A la suite de la conférence de Bandung, la Chine, se référant toujours aux principes de la coexistence pacifique, apura la plupart des contentieux frontaliers qu'elle entretenait avec ses voisins et signa un certain nombre d'accords avec eux.

Des relations diplomatiques furent établies avec le Népal à peine trois mois après Bandung, suivies de la signature d'un accord commercial le 20 septembre 1956, puis de la visite officielle de Zhou Enlai à Katmandou en janvier 1957. Un traité de frontière fut conclu le 21 mars 1960, augmenté d'un traité de paix et d'amitié faisant appel aux principes de coexistence pacifique le 28 avril de la même année. Le traité de frontière définitif fut signé le 5 octobre 1961.

Au moment où la tension se faisait plus vive entre la Chine et l'Inde, le Népal basculait avec réalisme de l'orbite de New Delhi à celle plus à sa mesure du neutralisme.

La même démarche prévalut vis-à-vis de l'Afghanistan, avec lequel Pékin conclut le 26 août 1960 un traité d'amitié, autant pour renforcer la neutralité de ce pays en face de l'Inde d'une part, mais aussi de l'Union soviétique d'autre part.

Avec la Birmanie, la Chine conclut le 1<sup>er</sup> octobre 1960 un traité frontalier définitif, sur la base de la ligne Mac Mahon, faisant même à cette occasion certaines concessions.

Le règlement de tous ces litiges frontaliers par Pékin revenait à isoler l'Inde, tout d'abord par des zones-tampons amies ou neutres, et ensuite sur le terrain de l'opinion internationale, qui ne pouvait pas ne pas prendre en compte les efforts démesurés des communistes chinois pour établir des liens amicaux avec tous voisins. La Chine ne rencontrant de problèmes que dans ses relations avec l'Union soviétique et l'Union indienne ne pouvait être le méchant dans le jeu diplomatique.

Ainsi Pékin, sous couvert de coexistence pacifique et d'amitié entre les peuples africains et asiatiques, avait habilement poussé ses pions et préparé la phase suivante, au cours de laquelle il s'agirait de reconquérir, pour autant que cela soit le bon terme, les terrains perdus face à l'Empire britannique au siècle précédent, effaçant par là même l'humiliation ressentie profondément par tous les Chinois.

Il faut malgré cela garder en mémoire que toutes les négociations et les rapprochements avaient été sans doute activées par le soulèvement du Tibet en 1958-59 et par la dégradation de la situation à la frontière sino-indienne.

### **23 – Le grignotement frontalier :**

La période de 1955 à 1958 est assez curieuse quant aux relations entre les deux pays. Alors que l'Inde et la Chine se vouent une « amitié indestructible », symbolisée en Inde par le slogan « Hindi-Chini Bhai-Bhai » ( les Indiens et les Chinois sont frères), le germe du futur conflit frontalier, contenu dans le traité de 1954, se développe peu à peu, les relations sur le terrain étant émaillées d'accrochages.

Trois facteurs principaux allaient se conjuguer pour aboutir à la situation conflictuelle de 1962 :

premièrement, l'affaire des cartes chinoises, au travers desquelles Pékin laissait transparaître ses revendications territoriales ; deuxièmement, les politiques volontaristes d'avancées successives dans la zone frontalière, qui allaient créer une imbrication malsaine de postes militaires isolés ; et troisièmement, la révolte des Khampas au Tibet, avec l'assistance tacite de l'Inde, et comme en écho la révolte des Nagas en Inde, avec l'aide de Pékin.

**231** – C'est le 21 août 1958 que le Ministère des Affaires Extérieures de l'Union Indienne remit la première note officielle de protestation au Conseiller de Chine en Inde, faisant état d'une carte chinoise incluant des étendues de territoire indien.

La carte incriminée, parue en juillet 1958 dans le « China Pictural Magazine », était d'échelle réduite et reproduisait grossièrement les frontières. Cependant, comme l'évoque également la lettre, des cartes semblables avaient déjà été publiées en Chine et la remarque en avait été faite par le Premier Ministre Nehru à son homologue Zhou Enlai, lors de sa visite en Inde en 1954. Ce dernier s'était prévalu du fait que les cartes chinoises en usage étaient basées sur d'anciennes cartes et que la République populaire n'avait pas eu le temps d'en changer.

En réponse à la note indienne, un mémorandum du Ministère des Affaires Etrangères chinoises du 3 novembre reprend le même argument et émet une première réserve quant à la frontière, le gouvernement chinois n'ayant pas encore eu le temps d'en faire l'inspection topographique.

Au cours d'une volumineuse correspondance diplomatique, les deux pays ne cessèrent d'argumenter sur le problème des cartes, mais le Premier Ministre chinois Zhou Enlai, quoique la position indienne demeurât inchangée, changea de ton et d'argumentation dans une lettre adressée à Jawaharlal Nehru et datée du 8 septembre 1959. Les cartes chinoises désormais « n'étaient pas dénuées de fondement » et reprenaient somme toute le tracé de la frontière présenté par les anciennes cartes britanniques et indiennes du siècle précédent, donc d'avant l'« illégale ligne Mac Mahon ».

La même lettre établit les revendications territoriales de Pékin, incluant non seulement les points de la zone frontalière récemment occupés, mais aussi les ceux que la Chine considèrent comme siennes en supplément.

**232** – Les incursions des uns et des autres dans les zones désolées que nous avons décrites précédemment devinrent peu à peu une sorte de compétition, dans laquelle les Chinois cherchaient à s'approprier le plus possible du terrain qu'ils revendiquaient, alors que les Indiens tentaient de regagner le terrain perdu.

Dès 1953, un incident eut lieu à la frontière de l'Uttar Pradesh, dans le secteur du Tehri Gahrwal. Pour répondre à l'incursion chinoise, les Indiens renforcèrent leur poste frontière de Nelang.

En 1954, les Chinois protestèrent contre la présence de troupes indiennes à Barahoti, aussi en Uttar Pradesh. L'Inde choisit d'être conciliante, mais sans proposer de solution au problème. En juin 1954, les soldats de l'Armée de Libération Populaire campaient dans la cuvette de Barahoti et en septembre 1955, ils continuaient leur progression en se déplaçant de quinze kilomètres vers le sud du col de Niti en direction de Damzan.

En septembre 1956, après plusieurs incidents dans le même secteur, eut lieu un échange de

coups de feu entre policiers des deux pays dans le secteur de Shipki La, à la frontière de l'Himachal Pradesh. Dans un mémorandum daté du 24 septembre, le gouvernement indien informa Pékin que les forces de sécurité aux frontières avaient reçu l'ordre de tenir leurs positions et de ne se retirer sous aucun prétexte, et d'interdire aux Chinois de progresser plus avant en territoire indien, « même si cela devait créer un incident regrettable à la frontière ».

Malheureusement, la protestation de New Delhi ne fut pas suivie d'une réaction sur le terrain et n'eut aucun effet dissuasif. Les incursions chinoises se poursuivirent donc, menées par des sections ou des groupes de soldats.

En octobre 1957, le problème se déplace à l'est avec la première intrusion dans la NEFA, à Walong, dans le district frontalier de Lohit.

Après la fuite du Dalaï-Lama en Inde en 1959, toujours dans la NEFA, les troupes chinoises s'infiltrèrent à plusieurs reprises dans la région de Kameng, sur l'itinéraire suivi par le chef tibétain, tout en redoublant d'activité dans le secteur occidental.

Afin de renseigner sur l'exode des Tibétains, des espions chinois de nationalité tibétaine se mêlèrent à la fuite de leurs compatriotes et s'installèrent du côté indien, en particulier dans la région de Gauhati, Dibrugarh et Silchar. Un opérateur radio, établi à Chaku au sud de Bomdi La, fut pris après dix-huit mois de son commerce, de même que le patron d'une maison de thé sur la route entre Tawang et Missimari, où était situé le chef-lieu administratif et militaire de la NEFA.

Les violations de l'espace aérien par des avions militaires étaient devenues courantes et les Indiens en relevèrent 102 de décembre 1950 à septembre 1960. Ces survols s'intensifièrent à l'approche du conflit : 52 furent relevées de mars 1960 à fin 1961 et 25 dans les mois précédents octobre 1962.

Au Ladakh, la situation s'était durcie et le 28 juillet 1959, une patrouille de six jawans fut arrêtée par un détachement chinois une trentaine de kilomètres au sud de Tokung Se et Yula Se et conduit au camp chinois de Spanggur, puis à Rudok pour y être interrogés, avant d'être relâchés à Spanggur, le 18 août.

En août de la même année, l'Armée Populaire de Libération établit un poste d'observation et d'écoutes dans les collines dominant l'aéroport de Chushul, et le 27, leurs couleurs flottaient au-dessus d'un nouveau poste près de Rezang, environ trente-cinq kilomètres au sud de Spanggur et cinq kilomètres en territoire indien, ou du moins considéré comme tel jusque là.

Encore en août, un rapport de la Région Militaire Ouest signalait que l'armée chinoise campait au sud Ladakh à Gardzong, avec plus d'un bataillon et procédait à la construction d'une route pour des camions légers les reliant à Tashigong.

Le 7 août encore, mais dans la NEFA, une patrouille chinoise de 200 hommes passait la frontière contestée à Khinzemane et refoulait une patrouille d'une dizaine de jawans rencontrée sur son chemin, avant de se retirer un peu plus tard, sans qu'un coup de feu soit échangé. La même unité chinoise revint plus tard et exigea des soldats indiens qu'ils retirent leur drapeau de leur poste et qu'ils vident les lieux, avant de se retirer à nouveau après quelque temps.

Fin août, un détachement chinois d'environ 200 à 300 hommes passa la frontière à proximité de Longju, au sud de Migyitun dans le district de Subansiri et fit prisonniers les hommes d'une patrouille légère, avant d'encercler le poste de Longju, tenu par une trentaine d'hommes des Fusiliers de l'Assam. Après une longue fusillade, les Indiens durent se replier sous la pression. Le gouvernement indien protesta vigoureusement auprès des autorités chinoises et décida, compte tenu de la répétition des incidents, de placer la NEFA sous contrôle militaire.

Au Ladakh, les Chinois progressaient toujours, et en septembre, ils avaient établi un poste de compagnie à Chushul / Rezang La, un autre à Khurnak / Fort Mandal, au sud de Dumboguru, et un troisième, ainsi qu'un poste de commandement de bataillon à Shingshand.

Le 20 octobre, une unité chinoise pénétra dans la vallée de Chang Chenmo, au sud Ladakh, et rencontrant une patrouille de la police indienne près du col de Kongka, ouvrit le feu, tuant neuf Indiens et en capturant dix autres. A la suite de cet incident, la responsabilité de la sécurité au Ladakh fut transférée à l'Armée indienne.

Une visite de Zhou Enlai à New Dehli en avril 1960, pour discuter du problème de la frontière, se solda par un échec, et le jeu du grignotement reprit.

En juin, les Chinois installèrent une unité à Taktsang Gompa, un village où se trouve un monastère bouddhiste dans le district de Tawang, dans la NEFA.

En septembre, les Chinois pénétrèrent au Sikkim pour la première fois, avec une patrouille armée, aux abords du col de Jelep.

Les incidents et incursions se multiplièrent en 1961 et 1962, presque toujours avec des échanges de coup de feu, sans que les protestations répétées de New Delhi ne changent quoi que ce soit à la situation.

En avril 1961 eut lieu une nouvelle incursion dans le secteur du col de Jelep au Sikkim, puis en mai, près de Chushul au Ladakh et en juillet près de Chemokarpola, dans le district de Kameng.

Le Secrétaire Général du Ministère des Affaires Extérieures indien, R.K. Nehru, de passage à Pékin à la mi-juillet, rencontra ses homologues chinois sans pouvoir faire avancer le dossier.

D'ailleurs, le mois suivant, les Chinois établirent trois nouveaux postes au Ladakh, à Nyagzu, Dambuguru et au point de coordonnées 78°12'E-35°19'N, construisant de plus des routes pour les relier à leur base arrière.

En septembre, une troisième pénétration dans la région du col de Jelep au Sikkim amène New Dehli à protester, demandant à Pékin de se retirer du territoire indien et de cesser toute activité agressive.

En janvier 1962, une patrouille partant du poste du point 78°12'E-35°19'N avança d'une vingtaine de kilomètres vers l'ouest au Ladakh, pendant que dans la NEFA, des officiels civils et militaires chinois passant près de Longju, se rendirent au village de Roy, dans le district frontalier de Subansiri.

En février, outre les activités de patrouille au Ladakh, un nouveau poste chinois est découvert une dizaine de kilomètres à l'ouest de Sumdo.

En avril et mai, les patrouilles se poursuivirent dans le secteur de Chip Chap au Ladakh et le 30 avril, le gouvernement chinois annonça qu'il avait ordonné à l'Armée Populaire de Libération de patrouiller dans toute la zone entre le col de Karakorum et celui de Kongka, demandant au gouvernement indien de retirer deux de ses postes situés dans la zone, au risque de voir les Soldats chinois multiplier les patrouilles tout le long de la frontière.

Début mai, après que les gouvernements chinois et pakistanais eurent annoncé leur intention d'entamer des négociations sur leur frontière commune au Cachemire, à l'ouest du col de Karakorum, New Delhi attira vainement l'attention de Pékin sur le fait que le Cachemire était un territoire indien et qu'un accord sur la frontière n'aurait aucune validité. Le même mois, les Chinois installèrent un nouveau poste à une dizaine de kilomètres au sud-est de Spanggur au Ladakh.

Le gouvernement indien émit une nouvelle protestation, proposant que les forces en présence à la frontière se retirent derrière les lignes reconnues auparavant comme les lignes d'administration traditionnelles, sinon légales ou reconnues internationalement.

Le 2 juin, New Delhi dénonçait l'accord du Panchsheel de 1954, déjà virtuellement caduc, en raison des multiples violations de frontière et du harcèlement continu des commerçants et pèlerins indiens par les troupes chinoises.

**233** – En fait, l'étude des faits montre une certaine logique dans les agissements chinois. La Chine de Mao, isolée d'une part du monde occidental à cause de son appartenance au camp communiste et opposée aux Etats-Unis au sujet de Taiwan, également opposée depuis 1960 à l'Union soviétique, avec laquelle ses rapports étaient déjà tendus, avait besoin à la fin des années 50 d'étendre ses zones de protection vis-à-vis de l'extérieur, surtout pour préserver ses capacités de production industrielle dans le cadre de la « troisième ligne de défense » face aux menaces américaine et soviétique, également nommée « grande ligne arrière de défense stratégique ».

Le nœud du problème pour le côté chinois était la valeur stratégique des terrains revendiqués, à tort ou à raison. Nous avons déjà signalé en ce qui concerne la NEFA ou les frontières d'Uttar Pradesh que la maîtrise des cols himalayens et des terres situées directement au-delà était essentielle pour constituer un glacis protecteur.

Dans le secteur du Ladakh, le problème était encore plus sensible, car l'Aksai Chin, nous l'avons également souligné, était la seule région susceptible d'offrir des voies d'accès au Tibet de manière générale et à Lhasa en particulier depuis le Xinjiang, base arrière de l'Armée de Libération Populaire dans la région. La seule autre possibilité d'atteindre le Tibet pour l'Armée chinoise se situait à l'est par les routes reliant le Sichuan et la dépression de Qaidam aux hauts plateaux tibétains.

Dès le printemps 1955, les Chinois avaient débuté en Aksai Chin la construction d'une route entre Gartok et Yarkand, devant relier Kashgar à Lhasa. Cependant, la configuration du terrain fit que les Indiens ne s'en rendirent compte qu'en novembre 1955, et seulement au travers d'un rapport de routine de leur attaché militaire à Pékin, auquel seuls quelques subalternes accordèrent une certaine importance. L'ambassadeur indien refusa même dans un premier temps de le transmettre au Ministère des Affaires Etrangères à New Delhi, de peur que le Premier Ministre n'en soit courroucé.

En septembre 1957, les Chinois avaient achevé la construction de la route et invitèrent l'Ambassadeur et l'Attaché Militaire indiens à son inauguration, avec l'intention d'en obtenir une validation officielle devant le fait accompli. Evidemment, l'invitation de Pékin fut déclinée.

Curieusement, Nehru ne donna aucun éclaircissement au Lok Sabha avant le 28 août 1959, c'est-à-dire presque deux ans après cette affaire, pressé de s'expliquer par des députés mis au

courant par la presse. D'ailleurs, les explications du Premier Ministre indien à cette occasion furent moins que convaincantes. Il déclara que deux patrouilles avaient été envoyées pour reconnaître le site de construction, qu'une des patrouilles était rentrée et l'autre avait disparue, étant supposée capturée par l'Armée chinoise. Il poursuivit encore en disant que le gouvernement avait déposé une plainte auprès des autorités chinoises, restée sans réponse depuis un an. Plus tard, sommé de répondre à une question de N.G. Goray, député d'opposition, à propos du fait que n'importe quel état pouvait s'installer et construire des routes en territoire indien sans réaction du gouvernement à cause de l'inaccessibilité des zones frontalières, Jawaharlal Nehru commenta longuement les difficultés de définir les frontières réelles sans répondre directement.

Dans le même temps, les Chinois poursuivaient leurs efforts de construction, débutant une seconde route Tibet-Xinjiang à l'ouest de la première, donc encore plus à l'intérieur du territoire revendiqué par l'Inde comme le sien. En outre, tous les postes chinois nouvellement établis au Ladakh et dans la NEFA furent peu à peu dotés de routes secondaires les reliant soit à une des routes principales, soit à une base arrière. Ainsi, alors que du côté indien, la plupart des régions frontalières restaient inaccessibles (il faut encore environ deux semaines pour rejoindre certains postes isolés), les Chinois disposaient en 1962 d'un réseau routier cohérent et assez dense, si l'on considère le terrain.

**234** – Il pourrait sembler en lisant les paragraphes précédents que tous les événements ayant conduit à la guerre, ou du moins à la situation conflictuelle de 1962, étaient dus aux Chinois. Il est certain que le processus de grignotement fut initié par eux, comme le prouve la construction du réseau routier de l'Aksai Chin. En revanche, même s'il n'est pas possible de se prononcer sur l'appartenance des terres en question, qui n'est toujours pas définie à ce jour, la mise en œuvre d'une « politique de l'avant » par le Premier Ministre indien fut sans aucun doute un facteur aggravant qui ne peut être négligé.

L'opinion publique et l'opposition politique indiennes, moins promptes à l'indulgence vis-à-vis des Chinois que leurs dirigeants, s'était émue des incessantes provocations de leurs voisins. De plus, le soutien de Pékin à un certain nombre de mouvements indiens, pro-communistes ou dissidents, était durement ressentie par l'administration indienne. Ainsi, le mouvement indépendantiste des Nagas, à la frontière birmane, était soutenu par la Chine, peut-être pour contrecarrer l'aide de la C.I.A., depuis le territoire indien, aux Khampas révoltés au Tibet. De même, des membres de l'ethnie tagine du district frontalier de Subansiri, dans la NEFA, après avoir commis des exactions du côté indien de la frontière, avaient trouvé refuge et, aux dires des Indiens, auraient reçu un accueil chaleureux et des armes du côté chinois. Quoiqu'il en soit, ces incidents, vrais ou inventés pour la circonstance, avaient poussé l'opposition à faire pression sur le gouvernement, afin qu'il réagisse avec plus de vigueur pour défendre les frontières du pays.

En novembre 1961, Nehru initialisa la nouvelle « politique de l'avant » (forward policy) concernant le problème du grignotement territorial dans les marches de l'Union. Il s'agissait en substance de patrouiller le plus en avant possible, depuis les postes existants, en direction de la frontière internationale reconnue par l'Inde, en vue d'établir de nouveaux postes là où cela pourrait empêcher les Chinois de progresser plus avant, en étant si possible à même de dominer les postes chinois installés illégalement en territoire indien. Les patrouilles devaient, autant que faire se pouvait, éviter d'ouvrir le feu sur les troupes chinoises, sauf en cas de légitime défense.

Cette directive, dans laquelle il est aisé de reconnaître la marque du grand pacifiste Nehru, persuadé que l'arme atomique avait frappé la guerre d'obsolescence en tant qu'outil des relations internationales et que les peuples d'Asie et d'Afrique devaient avant tout s'entre-aider, se révéla catastrophique par son angélisme politique et son manque de clairvoyance.

Elle fut relayée par une directive militaire de l'Etat-Major de l'Armée de Terre du 5 décembre 1961, qui traduisait en termes militaires la pensée du Premier Ministre. Les jawans allaient devoir occuper physiquement toute la zone frontière, soit par des postes fixes, soit par des patrouilles là où il ne serait pas possible de s'établir fermement. En outre, ils allaient devoir réévaluer leur mission en vue de rétablir la souveraineté de l'Inde à ses frontières.

En fait cette politique eut pour effet de rendre la situation sur le terrain inextricable, par imbrication de postes indéfendables, sauf à prendre l'initiative par une action offensive d'envergure pour rétablir une ligne continue. La situation était d'autant plus grave pour les Indiens qu'ils n'avaient pas, comme leurs voisins, pris la peine de construire un réseau de communications pour soutenir ces postes nouveaux, ni même d'ailleurs pour soutenir les anciens.

Dans une lettre aux dirigeants des pays d'Asie et d'Afrique sur la question de la frontière sino-indienne en date du 15 novembre 1962, Zhou Enlai reprochait à l'Inde d'avoir établi 43 nouveaux postes depuis avril 1961 dans la zone des contacts au Ladakh. En outre, la carte annexée à cette même missive fait état d'une dizaine de postes supplémentaires établis « illégalement » par les Indiens entre le 7 novembre 1959 et le 20 octobre 1962 dans le secteur de Che Dong / Khinzemane. Les pertes chinoises dues aux accrochages avec les soldats indiens durant la même période se seraient élevées selon la même correspondance à 47 gardes-frontière tués ou blessés.

D'après D.R. Mankekar (in « The guilty men of 1962 »), l'Armée indienne aurait construit environ 35 postes dans le secteur occidental (Ladakh). C'est donc, en tenant compte de l'imprécision des comptes-rendus et de l'inflation due à la propagande, un problème réel et ressenti comme tel par les Chinois. D'autant que ceux-ci, plus encore que les Indiens, avaient une sensibilité accrue aux agressions externes, d'une part à cause d'un passé douloureux dû à la colonisation, d'autre part parce que la Chine souffrait d'une situation intérieure particulièrement instable, tant sur le plan économique que politique.

#### **24 – Un environnement politique instable :**

Sans qu'il puisse être en aucune façon question d'analyser exhaustivement la situation des deux pays, il s'agit ici d'observer les facteurs qui ont eu une influence sur le déclenchement du conflit et la manière dont il s'est déroulé.

La Chine, comme l'Inde, était à l'époque un état de création récente. Les deux géants de l'Asie naquirent dans des conditions également douloureuses, avec de nombreux problèmes d'unification et une politique intérieure à construire. L'héritage du Guomindang et de la guerre civile dans un cas, de la décolonisation menée trop hâtivement et de manière parfois partisane dans l'autre cas. Quoi qu'il en soit, les deux Etats se trouvaient confrontés à une situation extrêmement délicate à régler à l'intérieur, au milieu d'un monde bipolaire pour lequel il n'éprouvaient aucun sentiment d'appartenance.

**241** - La Chine vécut de 1958 à 1960 le « Grand Bond en Avant », orchestré par Mao dans le but de faire décoller la production agricole et industrielle, et qui se révéla une catastrophe,

tant pour l'économie chinoise que pour la population, les victimes de cette lubie du Grand Timonier s'élevant probablement à plus de dix millions.

Les idées qui prévalurent dans le Grand Bond en Avant étaient pourtant raisonnables et étaient globalement les mêmes que celles qui avaient présidé au développement de pays asiatiques comme le Japon, Taiwan ou la Corée du sud : décentralisation, recours à des techniques intermédiaires plutôt qu'à une technologie trop avancée, primauté de l'agriculture et de l'industrie légère, priorité donnée au développement local. Plus que dans les principes de base, c'est dans une mise en œuvre forcenée, épuisant les ressources et la population, et dans une gestion ubuesque qu'il faut chercher les facteurs d'échec.

Le lancement officiel du mouvement a lieu en mai 1958, lors de la seconde session du VIII<sup>ème</sup> congrès du Parti Communiste Chinois. Après un discours de Liu Shaoqi présentant les progrès de l'hiver 1957 et exaltant l'initiative des masses, Mao Zedong exhorta le Parti à « laisser exploser l'initiative des masses » et le congrès adopta la Ligne générale pour la construction du socialisme. Les communes populaires furent créées en août, par fusion de coopératives de production, d'approvisionnement, de commercialisation et de crédit, dans le but d'augmenter la productivité de la main-d'œuvre.

Avec la collectivisation totale, les paysans, qui formaient l'immense masse de la population, devinrent des « soldats du front agricole », d'autant qu'en avril 1958 fut lancée de façon concomitante au Grand Bond la campagne pour la libération (c'est-à-dire reconquête) de Taiwan, au cours de laquelle 220 millions de miliciens furent mobilisés pour faire face à une très peu probable attaque nucléaire américaine.

De fait, toutes les communes populaires avaient leur milices, qui passait plusieurs heures chaque jour à l'exercice des armes, réduisant donc les capacités productives d'autant de bras jeunes et mal employés. Si l'on y rajoute le fait que les statistiques présentées au VIII<sup>ème</sup> congrès, à cause de la disparition des organes compétents et de la surenchère de bons résultats dus au zèle des cadres, étaient totalement chimériques et amenèrent les responsables à réduire les surfaces cultivées en céréales, la situation devient dramatique.

Ce n'est qu'en 1960 que fut arrêté le Grand Bond, bien que de nombreux dirigeants aient protesté depuis longtemps, comme dans l'épisode de l'été 1959, au cours duquel Peng Dehuai, Chef d'Etat-Major de l'Armée Populaire de Libération, s'opposa sans succès à Mao.

Le résultat de cette funeste expérience fut de réduire la plus grande partie de la population à la famine, de l'embrigader, et le terme est à prendre au sens littéral, et de la rendre malléable aux volontés du Parti. Ainsi, dès 1960, la Chine disposait en grand nombre de troupes rompues à une discipline de fer et à une vie frugale. De plus, la situation catastrophique des réserves en céréales ne permettant pas de nourrir toutes les bouches, la guerre, se surajoutant à la famine, se présentait plus comme un exutoire, capable de mobiliser une population exsangue autour d'un thème patriotique, qu'en tant que désastre, les pertes dues au conflit ne pouvant que soulager la misère du peuple.

L'année 1961 représenta le creux de la vague, les ajustements de 1960 n'ayant pu agir sur une économie dévastée. En 1962, les premiers bienfaits du virage politique se firent encore très faiblement sentir.

Au plan extérieur, le tableau n'était pas plus rose. Au problème indien se superpose la rupture sino-soviétique, alors que les relations sino-américaines restaient très tendues, d'une

part à cause du problème de Taiwan, déjà mentionné, et d'autre part à cause du problème de l'affrontement entre les Etats-Unis et Cuba.

L'amitié sino-soviétique, renforcée lors de la guerre de Corée, se refroidit peu après avec la déstalinisation lancée par Nikita Khrouchtchev. Les deux grands partis communistes s'opposaient entre autres sur l'attitude à tenir face à l'impérialisme occidental, les Russes tenant pour une coexistence pacifique et les Chinois pour une guerre à outrance, les deux côtés se servant des partis frères pour s'affronter indirectement. Malgré un dernier sursaut de solidarité socialiste en 1957, avec la signature de l'accord de défense du 15 octobre, concernant la fourniture à Pékin de technologie nucléaire militaire, les relations se tendirent peu à peu, les intérêts des deux états s'opposant de plus en plus.

Par exemple, dans la crise de Taiwan de l'été 1958, les Chinois n'obtinrent que trop tard un soutien peu convaincant de l'U.R.S.S. et durent plier devant l'appui politique et militaire de Washington à Taipei. Seule, la Chine était de facto incapable de reconquérir Taiwan et la détente des relations russo-américaines devenait ipso facto une entrave à la politique de Pékin.

Fin août 1959, lors de la crise frontalière sino-indienne, Moscou s'abstint de soutenir la Chine, se limitant à déplorer cet incident entre deux pays amis de l'U.R.S.S.. En effet, l'axe Moscou New Delhi s'était renforcé au détriment de l'amitié sino-soviétique, inquiétant Pékin, qui possédait des frontières aussi contestées au nord qu'au sud. Pour compliquer la situation peu réconfortante de la Chine éclata en 1959 la révolte des Khampas au Tibet. Soumis à la pression des Chinois d'ethnie Han et d'idéologie communiste, ils prirent les armes contre l'opresseur et au cours de la répression qui suivit, le Dalai-Lama s'enfuit pour la deuxième fois en Inde, mais cette fois définitivement, puisqu'il réside aujourd'hui encore à Daramsala, en Uttar Pradesh.

Les frictions entre les Partis communistes chinois et russe s'envenimèrent jusqu'à devenir une polémique entre états. Se méfiant des idées chinoises pour l'institution d'une révolution planétaire, les Soviétiques, tout en acceptant de fournir une aide à Pékin pour construire une bombe atomique, cherchaient à en garder le contrôle. Ceci était ressenti comme une espèce d'impérialisme soviétique par des Chinois que les expériences antérieures \_ cession de la Mandchourie au Guomindang après la seconde guerre mondiale et récupération de Port Arthur seulement en 1954, après la mort de Staline \_ incitaient à une certaine prudence. Des mois de négociations ne parvinrent pas à accorder les positions des deux grands pays communistes, et l'Union Soviétique finit le 20 juin 1959 par dénoncer unilatéralement l'accord secret entre Moscou et Pékin sur la technologie nucléaire de défense. Cet événement fut à l'origine de la rupture définitive qui intervint l'année suivante.

La Chine, campant toujours sur ses positions radicales, n'était désormais plus appuyée que par l'Albanie lors des congrès ou réunions internationales des partis frères. Cela était du autant à l'habileté manœuvrière de Moscou qu'au manque total de réalisme des thèses de Pékin, au regard de la situation de la plupart des pays, occidentaux surtout, où la prise de pouvoir révolutionnaire était devenue impensable, car les communistes agissaient dans un cadre légal et institutionnel.

Voulant sans doute donner une leçon aux communistes chinois, les Russes décidèrent brutalement d'interrompre toute coopération avec la Chine et retirèrent leurs conseillers et coopérants sans avertissement, au lendemain de la conférence de Bucarest en juin 1960, où les théories chinoises s'étaient trouvées battues en brèche par les communistes d'autres pays, comme Maurice Thorez ou Luigi Longo.

Les Chinois ressentirent durement une rupture aussi brutale, qui mit un frein sérieux à leur développement économique et représentait un sérieux camouflet au yeux du monde entier.

En plus, au lieu d'atténuer le caractère outrancier de la vision politique chinoise, l'isolement et l'humiliation de Pékin ne fit que l'affermir, ouvrant la voie à tous les excès possibles. En effet, Pékin ne pouvait tolérer que le discrédit dont était frappé son régime suite à ses échecs sur le plan économique, fût amplifié par le succès d'un régime voisin, démocratique et non-communiste. La Chine risquait là de perdre la face auprès de ses autres voisins asiatiques, déjà ébranlés par l'affaire du Tibet, comme par exemple le Cambodge. Cette rupture renforça donc probablement l'aventurisme militaire chinois, d'autant plus que l'axe Moscou-New Delhi rendait indispensable pour Pékin de disposer de frontières militairement sûres vers le sud.

Et puis, il ne faut pas perdre de vue le fait que l'Inde et la Chine sont deux des plus grands Etats du monde, qu'ils sont voisins et qu'ils ont depuis leur indépendance ou libération, selon le nom qu'ils donnèrent eux-mêmes à leur nouvel état, eu à régler des problèmes très similaires de pauvreté, surpopulation, gestion inefficace et corruption, comme nombre de pays du Tiers-Monde. La réponse apportée à ces problèmes fut totalement différente et à l'époque qui nous intéresse, la solution indienne se révélait plus efficace que la chinoise. Il n'est donc pas interdit de penser que les Chinois, pour des raisons idéologiques, et tout simplement aussi par jalousie vis-à-vis de leurs voisins, aient désiré freiner leur expansion.

Quelle meilleure solution trouver qu'une guerre coûteuse en elle-même et génératrice de dépenses futures, au titre de la défense nationale ?

Ce raisonnement peut aujourd'hui paraître machiavélique, mais il possède une certaine logique, si on l'observe à la lumière d'événements comme le Grand Bond en Avant ou la Révolution Culturelle. La vie des Chinois présentait peu de valeur au regard des principes du Parti, ou plutôt de ses dirigeants. Celle des Indiens pouvait-elle en avoir plus ?

**242** – L'Inde était née dans des soubresauts mal contrôlés par les Anglais. La partition, les déplacements massifs de population et les massacres qui l'accompagnèrent auguraient mal du devenir du nouvel Etat. La guerre avec le Pakistan dès 1947, ce dernier étant soutenu par de nombreux officiers britanniques encore présent dans l'ancien empire, démentait par les faits la politique pacifiste de Jawaharlal Nehru. Celui-ci occupa le poste de Premier Ministre de 1947 à 1964, c'est-à-dire pendant toute la période qui nous intéresse et façonna l'Inde nouvelle, lui donnant une capacité de développement remarquable et une audience très large auprès de nombreux pays d'Asie et d'Afrique qui recherchaient un chef de file pour incarner leurs revendications face aux pays développés, U.R.S.S. comprise, puisque pour eux la grande patrie du communisme était un pays riche.

Cependant, la politique de Nehru présentait aussi de graves insuffisances, en particulier dans sa manière d'envisager la défense nationale et les relations avec les autres pays.

En tant qu'apôtre de la non-violence, Nehru professait un idéalisme naïf, résumé dans le slogan officiel de l'Inde : « Satyameva Jayate » (La vérité seule peut triompher). Pour illustrer sa thèse de la « force spirituelle » supérieure à la force physique, il suffit de se référer à son discours du 1<sup>er</sup> avril 1961 au Lok Sabha, à propos du Rapport sur la délégation des officiels de l'Inde et de la Chine : « Le fait que nous défendions une position juste sans céder est la preuve de notre force et produit un résultat tangible. Il n'est pas impossible à mes yeux \_ bien que cela semble improbable à ce jour \_ que la force et la justesse de notre position puissent être comprises du gouvernement chinois. S'il en était ainsi, je ferais tout mon possible pour qu'ils en tiennent compte et qu'ils réalisent qu'ils ont mal agi et qu'ils devraient cesser leurs

actions. » C'est donc avec cette naïveté étonnante que le Premier Ministre indien envisageait les relations d'Etat à Etat avec son voisin.

Pour Nehru, une fois que les puissances coloniales eurent quitté l'Asie, il n'y avait aucune raison pour empêcher les relations amicales entre les pays de la région. De plus, pour lui, la dissuasion atomique avait banni la guerre même entre les puissances coloniales. La guerre étant devenue impossible, la défense nationale devenait inutile. Cette théorie de la coexistence pacifique, Nehru allait la coupler avec celle du « non-alignement », née de la conférence de Bandung. Non-alignement signifiait dans son esprit : non-appartenance à un bloc , mais, dans le cadre des relations internationales, cela revient à dire isolement, car hors des blocs, il n'y avait aucune possibilité d'appui par un tiers, les seuls pays susceptibles d'intervenir au profit de l'Inde étant ceux-là même à qui l'opposaient un contentieux.

Dans le cas de l'Inde, le non-alignement eut tout d'abord un effet bénéfique, puisque les ressources nécessaires à se défendre pouvaient être dégagées pour s'en servir au développement économique, mais réciproquement, le pays devenait plus vulnérable, et donc il devenait tentant de l'attaquer.

Bien sûr, le Premier Ministre, subissant la pression de l'opposition et de l'Armée sur ce point, ne put jamais appliquer totalement ses thèses, mais cette façon de voir influa fortement sur sa politique de défense. Malgré le danger pourtant bien réel de guerre avec le Pakistan, l'Armée indienne était en 1962 dans un état déplorable de préparation, ses finances étant de plus très insuffisantes pour permettre d'envisager une défense cohérente contre un agresseur potentiel, autrement dit le Pakistan, ou la Chine.

Pour compléter le tableau, il faut également prendre en compte le faux sentiment de sécurité donné d'une part par le succès indien lors de la reconquête de Goa sur les Portugais, d'autre part l'appréciation faussée de la situation que le gouvernement faisait des menaces.

Poussé par l'opposition nationaliste au Lok Sabha, le Premier Ministre avait ordonné à l'Armée indienne d'investir Goa, tenue par quelques militaires Portugais, ce qu'elle fit sans rencontrer de résistance. Cette armée, qui, en 1947-48 dans la guerre contre le Pakistan, avait eu du mal à tenir, malgré sa supériorité numérique, avait depuis rempli brillamment toutes les missions qui lui avaient été confiées, aussi bien en Asie qu'en Afrique, sous le drapeau des Nations Unies. Avec la prise de Goa, les gouvernants et les parlementaires reprirent une confiance injustifiée dans leur Armée.

A la décharge de Nehru, il faut préciser que la prise de Goa lui avait été dicté par une opposition nationaliste très forte, en pleine période électorale. Dans l'affaire des frontières sino-indienne, un front uni vit le jour au Lok Sabha, composée du Parti de la Liberté, ou Parti des droites (Swatantra), le Parti des Jan Sangh, prônant un hindouisme fascisant et communaliste (l'assassin de Gandhi sortait des rangs de ce parti), et même le Parti socialiste à gauche. Ce front exigeait du Premier Ministre de résister à la Chine, les députés étant convaincus de la supériorité des forces armées indiennes et du manque de détermination de la Chine.

Ce sentiment, concernant la menace chinoise, était renforcé par les évaluations faites par quelques militaires proches du Premier Ministre. Peu d'officiers avaient la confiance de Nehru, et la situation empira après la nomination de Menon Krishna au poste de Ministre de la Défense. Jusqu'en 1961, le Chef de l'Etat-Major Général , le Général Thimayya tenta de remédier à l'amateurisme du gouvernement en matière de défense et s'opposa à Nehru, en particulier sur l'inconséquence de sa « politique de l'avant ». Il fut remplacé par le Général

Kaul, proche du Premier Ministre, dont la ligne était donc en concordance totale avec le gouvernement. Les nouveaux chefs militaires étaient convaincus que les Chinois n'attaqueraient pas (rapport du Gal Kaul à l'issue d'une inspection au Ladakh les 25-26 juin 1962, adressé au Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre ). Le manque de confiance entre les gouvernants et les cadres militaires eut une influence catastrophique sur l'évaluation de la situation, car Nehru, Krishna et leur cercle proche, composé d'intellectuels d'éducation britannique et ayant acquis leur expérience dans l'administration civile de l'Empire, n'accordaient que peu de valeurs aux renseignements de source militaire et aux rapports décrivant les besoins de l'Armée indienne aux frontières. Ils refusèrent donc systématiquement les demandes de renforcement des troupes, de modernisation des armements et d'aménagement des voies logistiques. Tout se passait comme si l'Armée et le gouvernement vivaient dans deux mondes différents.

Ainsi, après que 600 soldats chinois eurent encerclé le poste de Dhola, dans la NEFA, et que le gouvernement ait donné l'ordre de les repousser, le Général Umrao Singh, commandant le 33<sup>ème</sup> Corps, de même que son subordonné le Général Niranjan Prasad, commandant la 4<sup>ème</sup> Division, déclarèrent tous deux être dans l'incapacité d'accomplir une telle mission avec les moyens à leur disposition. Le 14 septembre 1962, le Général P. N. Thapar, Chef d'Etat-Major de l'Armée de Terre, lors d'une conférence au Ministère de la Défense, avertit le gouvernement que la moindre action armée dans la NEFA aurait des conséquences désastreuses, compte tenu des déficiences nombreuses de l'Armée indienne. A la même époque, le Général Daulat Singh, commandant en chef du secteur occidental, se joint à son supérieur pour déclarer que, si les Chinois attaquaient au Ladakh, ils anéantiraient les défenseurs indiens. Son homologue du secteur oriental, le Général Sen tint un discours similaire concernant la NEFA.

De cette manière, le sort des frontières internationales entre l'Inde et la Chine était à la fin de 1962 soumis au bon vouloir de Pékin, qui pouvait choisir sans entrave le meilleur moyen de parvenir à ses fins, entre l'action militaire et la poursuite des négociations bilatérales. Or, l'échange de correspondance diplomatique entre les deux gouvernements montre assez combien il était difficile d'aboutir à une position commune, tant les deux pays étaient engagés sur la voie du quiproquo.

## **25 – La logique de malentendu :**

Nous l'avons déjà souligné, les visions indiennes et chinoises concernant la délimitation de la frontière étaient très éloignées. Le raisonnement de chaque nation à ce sujet et la perception qu'elle a de ses limites géographiques sont souvent divergentes, et la culture rentre pour une bonne part dans cette perception, mais dans le cas qui nous occupe, la vision indienne et la vision chinoise des problèmes de frontières sont inconciliables.

**251** - Pour les Chinois, à l'origine, c'est-à-dire depuis l'avènement de la civilisation il y a plusieurs milliers d'années, la notion de frontière n'existe pas en tant que telle, puisque la Chine est le pays du « milieu » (improprement nommé par les occidentaux l'Empire du milieu). La notion de milieu signifie que les Hans se situent eux-mêmes au centre du monde, comme l'indique le caractère « zhong » (le centre, dans Zhongguo, la Chine), constitué d'un carré traversé d'un trait vertical en son centre. D'ailleurs, le monde pour les anciens Chinois se limitait à la Chine et tout ce qui était autour était le pays des Barbares, les « quatre mers », qui étaient forcément sous l'autorité bienveillante de l'empereur ou « Fils du Ciel », correspondant sur terre de l' « Empereur du Ciel », sorte d'être suprême.

Autant dire que, même si la Chine moderne a emprunté beaucoup à l'occident, et surtout en ce qui touche les relations internationales, les anciennes croyances imprègnent encore les esprits, véhiculées par une multitude de proverbes et de légendes populaires que les communistes eux-mêmes ont employé à des fins de propagande. La frontière, dans son acception occidentale, est par conséquent une notion très récente pour la Chine.

Ajoutons à cela le fait que, sur la totalité du pourtour frontalier échu à l'Etat chinois en 1949, il n'y avait pas une frontière internationale qui ne fût l'objet de contestations. En effet, toutes les limites fixées l'avaient été par des traités « inégaux », avec les Russes en Mandchourie et au Xinjiang, et en Mongolie lorsque celle-ci était encore terre d'empire. Quant aux limites qui attendaient encore d'être fixées, elles avaient été imposées par les Anglais au sud du Tibet, la plupart du temps comme un fait accompli, sans concertation préalable. De toutes les façons, l'Empire britannique après 1840 n'avait plus besoin de prendre des gants avec l'Empire des Qing, dont il avait forcé l'ouverture durant la Guerre de l'Opium, guerre dont l'influence sur l'inconscient collectif chinois n'est probablement pas encore effacée. Le « break up of China » eut ainsi deux conséquences opposées, mais tout aussi désastreuses : primo, la violation de leur patrie par les occidentaux et plus tard les Japonais exacerba la xénophobie latente des Chinois ; et secundo, la Chine tira de cette expérience une leçon de réalisme politique et de pragmatisme, à savoir que « la loi du plus fort est toujours la meilleure. »

Dans l'affaire de la frontière sino-indienne, il faut noter que la Chine paraissait persuadée de son bon droit. En effet, pour elle, lors de sa conquête du Tibet en 1950, elle ne faisait que récupérer une partie de son territoire national, sur lequel sa souveraineté était incontestable, récupérant avec cette autorité les droits du Tibet sur les territoires environnants et les problèmes frontaliers y afférents. Or, la frontière n'avait jamais été délimitée, la ligne imposée par les Anglais n'avait pas de valeur légale aux yeux de Pékin et le gouvernement se réservait le droit d'en discuter avec l'Inde en tant que de besoin. Malheureusement, ce besoin jusqu'à la fin des années 1960 ne se fit pas ressentir de manière prioritaire, eut égard à l'urgence de la situation économique intérieure. A compter de 1956, le soulèvement Khampa au Tibet changea les urgences et la possession d'un axe Xinjiang – Tibet devint primordiale, relançant avec une acuité nouvelle le problème de la frontière commune avec l'Inde.

A partir de ce moment, Zhou Enlai tenta à plusieurs reprises de trouver une solution conciliant à la fois les vues de Pékin et de New Delhi. Ses tentatives ne rencontrèrent que de l'incompréhension de la part du gouvernement indien.

**252** – Les Indiens, quant à eux, étaient également convaincus de leur bonne foi. Héritiers de l'Empire britannique, ils avaient assimilé lors de leur accession à l'indépendance tous les droits et prérogatives de cet empire, et en particulier, nous l'avons déjà souligné, le protectorat accordé par Londres à un certain nombre d'Etats princiers ou frontaliers.

Dans le processus de transition vers la république laïque que vécut l'Inde nouvellement indépendante, la notion de protectorat se transforma tout naturellement en souveraineté totale, une république ne pouvant par définition accepter de partager ses prérogatives exécutives ou de les déléguer plus que ne le veut le principe de subsidiarité appliqué dans une fédération comme l'Union Indienne. Ainsi, les divers régimes dérogatoires de souveraineté existants sous l'Empire britannique disparurent peu à peu au profit d'un régime juridique général de souveraineté absolue. Dans le processus furent non seulement supprimés les privilèges princiers, mais aussi les accords tacites, et donc non-écrits, institués avec sagacité et patience

par les Britanniques et qui régissaient l'autorité de New Delhi sur certaines provinces et leurs relations de voisinage. C'est pourquoi le Ladakh et la NEFA perdirent leur statut imprécis de vagues protectorats pour en gagner un plus clair en passant totalement sous la souveraineté de New Delhi, créant ipso facto un conflit en rompant des allégeances tibétaines tout aussi floues, mais malgré cela bien réelles.

La position indienne a donc, vue de New Delhi, la même validité que la position chinoise vue de Pékin. D'ailleurs, s'il fallait qu'une commission indépendante donne un avis objectif et motivé sur la souveraineté des étendues contestées, il est probable qu'elle aurait le plus grand mal à se prononcer, se heurtant à la logique de malentendu qui prévaut entre les deux états.

La meilleure preuve se trouve d'ailleurs dans le fait que les six Etats médiateurs de la conférence de Colombo, en 1963, ne cherchèrent même pas à se prononcer sur la recevabilité des revendications chinoises et indiennes dans le conflit de 1962.

### **3<sup>ème</sup> Partie – Un conflit exemplaire**

Le 20 octobre 1962, les troupes chinoises pénétrèrent en Inde, débutant un conflit qui allait durer seulement un mois et demi. Prenant les Indiens par surprise, les Chinois menèrent la guerre avec maestria et compétence, l'achevèrent en un temps record et atteignirent tous les buts qu'ils s'étaient fixés. Cette guerre peut être considérée comme un exemple au regard de l'histoire militaire, l'éclat de la victoire des uns n'ayant d'égale que l'ampleur de la défaite des autres.

En effet, les visées chinoises furent servies par une stratégie adaptée et cohérente. Les revendications territoriales des Chinois avaient été présentées et menées avec une grande clairvoyance. Sur le plan militaire, la montée en puissance des forces et les opérations furent conduites avec autant de perspicacité de la part des Chinois que de désorganisation de la part des Indiens. Enfin, il faut noter que le conflit, n'ayant pas reçu de règlement définitif, est encore latent et pourrait éventuellement renaître, si les relations entre les deux pays venaient à se détériorer.

#### **31 - Buts de guerre et stratégie :**

Il est toujours plus facile de définir les buts de guerre en se basant sur la différence entre agresseur et agressé. En principe, l'objectif de la défense est d'éviter la guerre par la prévention ou la dissuasion, de même que l'objectif de l'agressé, si la défense s'est montrée inopérante et qu'un conflit éclate, est évidemment d'éviter la défaite militaire, la perte de territoire ou l'envahissement. Pour l'agresseur, les objectifs ne sont pas toujours aussi clairs. Il peut s'agir de conquérir tout ou partie du territoire ennemi, de diminuer son potentiel économique, de ternir son image dans l'opinion internationale, de faire triompher une opposition politique interne à tendance idéologique ou ethnique etc..., ou même d'obtenir plusieurs de ses avantages simultanément.

En ce qui concerne la guerre de 1962, il peut apparaître ardu de désigner l'agresseur à la lecture de la presse et de la correspondance diplomatique, tant il est vrai que l'Inde et la Chine adoptèrent toutes deux une attitude de surprise outragée devant la tournure des événements. Ce comportement est d'ailleurs en soi suspect, dans la mesure où les affrontements entre les Indiens et les gardes-frontière chinois étaient devenus presque hebdomadaires sur la frontière.

Cependant, l'analyse des faits semble nettement faire pencher la balance en direction de l'Inde comme étant seule surprise et donc agressée. Tout, en effet, dans l'état des forces, le degré de préparation des forces et des états-majors, l'effort logistique peu avant le déclenchement des hostilités ou même l'état d'esprit des dirigeants civils et militaires, prouve que l'Inde n'attendait pas et ne croyait pas possible une attaque chinoise d'une telle ampleur. A l'inverse, l'échelle de l'organisation et de la préparation des troupes chinoises dans la zone des combats montre assez clairement qu'ils ne cherchaient pas uniquement à contrer une très hypothétique attaque indienne, mais se préparaient bel et bien à envahir délibérément leur voisin. Bien que Pékin eut fait référence dans la presse et les discours officiels à des « gardes-frontière » à propos des soldats massés à la frontière du Ladakh ou de la NEFA, leur nombre

même, sans évoquer leur organisation militaire, permet de douter sérieusement du fait. Quel pays a les moyens d'avoir plus d'une centaine de milliers de gardes-frontières dans des régions reculées et inhospitalières ?

Donc, l'évidence désigne très clairement Pékin comme l'agresseur dans cette guerre, ce qui revient à donner le rôle d'agressé à New Delhi.

Le but de l'Union indienne était en conséquence, avant l'attaque de la Chine, d'éviter tout affrontement grave tout en conservant l'intégrité de son territoire. Pour cela, nous avons vu que le gouvernement avait conçu une politique dite « de l'avant », qui devait contrer les Chinois et les contraindre à quitter les postes illégalement installés en territoire indien.

L'Armée indienne devait établir des postes avancés capables d'asphyxier les postes chinois en s'intercalant entre eux et en leur coupant ainsi leurs liaisons avec l'arrière. Cette stratégie, conçue contre l'avis des commandeurs indiens, avait omis de prendre en compte un facteur essentiel, et dans le cas présent rédhibitoire : la présupposition de cette manœuvre était évidemment que l'Inde étant chez elle, bénéficiait de la maîtrise du terrain et de la logistique dans sa propre zone arrière. Or, si les Chinois avaient eu le temps de construire un réseau routier d'une certaine densité, l'Armée indienne en 1962 n'en était qu'au stade de la conception en la matière. Au mois d'août 1962, le Général Daulat Singh, Commandant en Chef du secteur occidental (Ladakh), se plaignait auprès de l'Etat-Major général, déclarant que les défenses indiennes au Ladakh étaient totalement inadéquates et appuyaient les revendications indiennes plutôt en « exhibant le drapeau », qu'en préparant une défense tenant compte des considérations tactiques.

Dans le même rapport, Daulat Singh prévenait encore que les moyens militaires chinois leur permettaient de gagner une course à l'asphyxie des postes, alors que le gouvernement indien n'avait prévu aucun moyen supplémentaire pour mettre en œuvre sa nouvelle politique : les Chinois, ayant augmenté leurs forces en réaction à la politique de l'avant, disposaient désormais d'une division complète au Ladakh, contre deux bataillons réguliers et deux de la milice pour leurs adversaires, c'est-à-dire un rapport de forces de un contre quatre. A cela, il faut ajouter que les emplacements des postes indiens avaient été sélectionnés pour des raisons politiques, au détriment souvent des règles de base de la tactique, et étaient de ce fait indéfendables. Et pour compléter une situation déjà alarmante, comme la construction de routes était seulement envisagée à cette époque, l'essentiel du ravitaillement était effectué par voie aérienne. Autant dire que, dans une région inhabitée où rien ne pousse, les postes indiens étaient tributaires d'un cordon ombilical discontinu. Les pistes étant aussi rares que les routes, les postes isolés étaient ravitaillés par aéro largage, donc à la merci de la météorologie et, pire encore, de l'ennemi, qui pouvait la plupart du temps tenir les zones de largage sous ses feux.

Dans la NEFA, la situation était globalement la même. Le rapport de forces et la situation tactique précaire des postes indiens se répétait à l'identique.

Après le début des hostilités, l'objectif indien resta très irréaliste, puisque le gouvernement demanda à l'Armée de repousser les Chinois, notamment dans la région de Kinzemane. Or, la position étant intenable et pourvu d'effectifs insuffisants, ce qui était prévisible advint et les postes de Dholu et Kinzemane furent balayés en quelques heures.

Après un temps de flottement, que les Chinois mirent à profit pour avancer, les Indiens se ressaisirent et tentèrent de lancer une contre-attaque le 14 novembre afin de reprendre le territoire perdu. Le gouvernement, devant la débandade des forces armées, due plus à l'impréparation et au sous-équipement, c'est-à-dire aux moyens alloués par le politique aux

militaires, qu'à la valeur des troupes, avait enfin pris le sens des réalités et fixé à son Armée des objectifs plus réalistes, même s'ils ne purent être réalisés.

Somme toute, le retrait unilatéral des Chinois début décembre fut pour les Indiens une chance inespérée autant qu'incompréhensible, car ils n'avaient finalement perdu que quelques étendues incultes et inhabitées, et atteint en quelque sorte le but de guerre qu'ils s'étaient fixés, autrement dit de céder le moins possible de terrain.

Les Chinois, quant à eux, brouillèrent aisément les cartes et leurs buts de guerre à l'issue de leur retrait, ne paraissaient plus du tout évidents. En effet, pourquoi avaient-ils agressé l'Inde et provoqué un conflit qui eût pu dégénérer, pour ensuite arrêter d'eux-mêmes les combats et se retirer vingt kilomètres en arrière ?

Contrairement à ce qu'une première analyse pourrait faire croire, en particulier au regard de la reconquête du Tibet, il apparaît que Pékin ne cherchait pas à agrandir inconsidérément son empire en se lançant dans des conquêtes sur son pourtour. Sinon, les troupes chinoises ne se seraient pas arrêtées dans leur progression et se seraient emparées de la plaine fertile de l'Assam, plutôt que de rester sur les sommets.

En fait, la définition des objectifs de Pékin relève pour l'instant de l'évaluation, en l'absence de possibilité de consulter les archives officielles. Ce qui est cependant certain est que Pékin voulait d'une part s'assurer le contrôle de ses frontières vis-à-vis de l'Inde, d'autre part contrôler la zone vitale de communication de l'Aksai Chin, tout en prenant sur New Delhi un ascendant utilisable auprès d'autres pays en voie de développement. De plus, en obligeant l'Inde à un aggiornamento de sa politique de défense, la Chine mettait un frein au développement spectaculaire de ce pays, qui faisait ombrage au régime communiste.

La manière dont Pékin s'y prit pour parvenir à ses fins est remarquable de clairvoyance et de subtilité, et on peut discerner dans cette affaire la marque de Zhou Enlai. De fait, les revendications de Pékin sur les terres frontalières pouvaient paraître énormes, mais le fait que Pékin ait unilatéralement retiré ses troupes de la ligne des combats, puis élégamment proposé de négocier sur la ligne de contrôle du 7 novembre 1959, autrement dit une ligne qui n'englobait pas tous ses gains, faisait de Pékin un adversaire magnanime, et pouvait presque faire croire que c'était eux les agressés.

De cette manière, la Chine gagnait le terrain qu'elle convoitait réellement parce qu'elle en avait besoin stratégiquement, tout en étant prête à entamer des négociations en position de force.

D'ailleurs, pour bien cerner les objectifs de Pékin, il est nécessaire d'analyser dans le détail les revendications territoriales du gouvernement chinois, telles qu'opposées à celles de Delhi.

### **32 – Les revendications territoriales :**

Le Premier Ministre chinois, dans une missive à son homologue indien en date du 8 septembre 1959, établit les revendications de son pays sur toute la longueur de la frontière. Le Premier Ministre indien, répondit le 26 septembre 1959, et dans une note annexée à sa lettre, fit état de tous les litiges en suspens et des revendications précises de l'Inde sur ses frontières nord. Ces documents cataloguent les problèmes d'ouest en est en partant des confins cachemiris. Pour plus de clarté dans nos explications, nous reprendrons le découpage chinois, qui suit la frontière sud du Tibet et compte : un secteur occidental, au Ladakh, entre la passe de Karakorum et la limite du Cachemire et de l'Himachal Pradesh ; un secteur central, qui couvre les frontières avec les Etats d'Himachal Pradesh et d'Uttar Pradesh jusqu'au point de

tri jonction avec le Népal ; un secteur oriental enfin, à la frontière de l'Arunachal Pradesh, ou NEFA, entre le Bhoutan et la Birmanie. Le Sikkim, bien qu'il fasse également l'objet de quelques différends, était encore indépendant à cette époque et seulement sous protectorat indien. Il n'entre donc pas dans le champ du conflit, et ne nous intéresse pas ici.

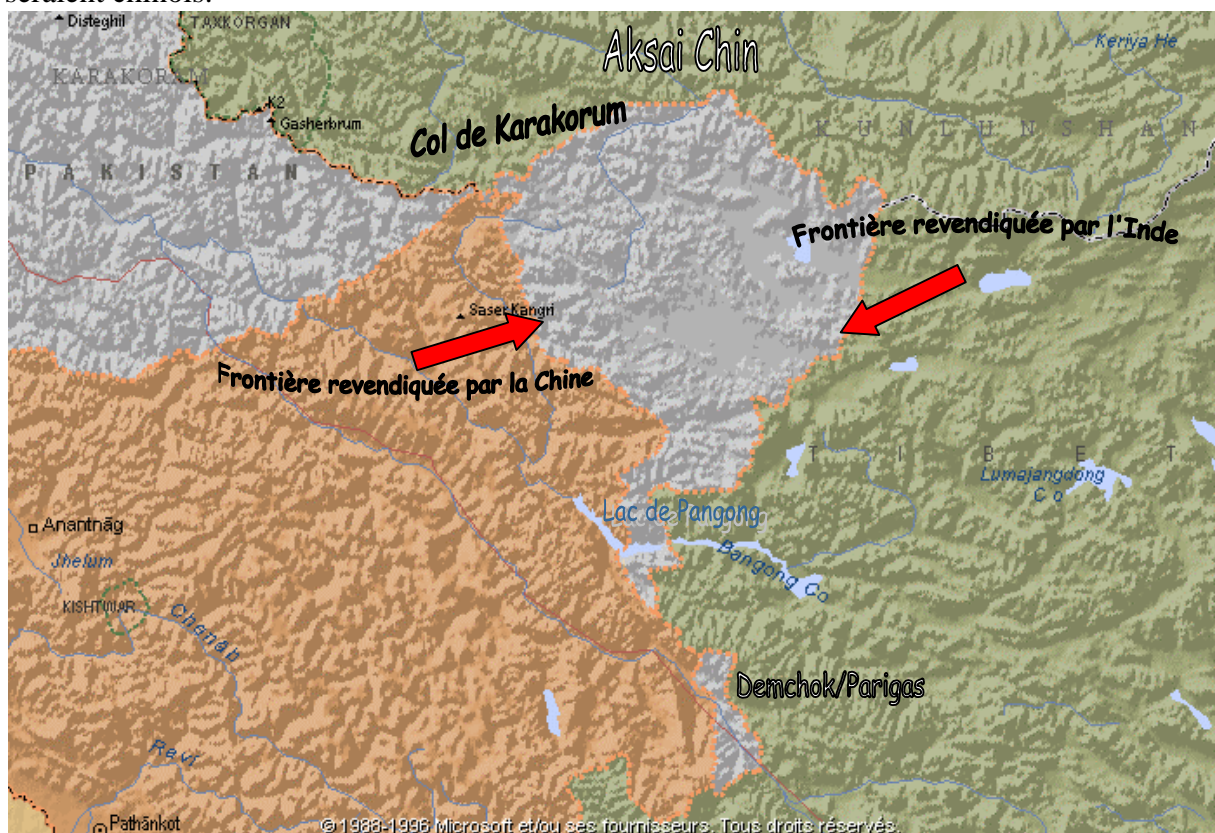
**321** – Dans le secteur occidental :

L'Aksai Chin est aux yeux des Indiens partie intégrante de leur territoire national. Pour eux, il comprend les terres délimitées par une ligne partant plein est depuis le col de Karakorum, dépassant le degré 80 de longitude est et obliquant vers le sud-est pour rejoindre Lanak La et le lac de Pangong.

Dans la région de Pangong, la frontière vient de Lanak La en suivant la ligne de partage des eaux du Chang Chenmo, puis du Chumesang. A Dambu Guru, elle se dirige ensuite plein sud et à l'est de Fort Khurnak pour passer entre les deux parties du Pangong Tso, ou lac de Pangong, puis suivant la ligne de partage des eaux de l'Ang, vient traverser le Spanggur Tso.

Demchok, sur l'Indus, aussi connu sous le nom de Parigas, à l'extrême sud du Ladakh, serait en Inde, car la ligne de partage des eaux de l'Indus passe par la chaîne du Kailash, plus à l'est.

Pour les Chinois, l'Aksai Chin fait partie du Tibet, et par conséquent de la Chine. La frontière avec le Cachemire passe donc par une ligne partant du col de Karakorum, et se prolongeant vers le sud à l'est de Daulat Beg Oldi et à l'ouest du Chip Chap, suivant plus au sud la ligne de partage des eaux à l'est du Shyok, puis obliquant vers le sud-est en direction du col de Kongka, ou Kongka La. Cette ligne traverse ensuite la partie occidentale du Pangong Tso et passe à l'ouest du Spanggur Tso, à l'est de Chushul, pour aller couper la vallée de l'Indus au nord de Demchok. Ainsi, Demchok et les cols de Chang La et Jara La seraient chinois.

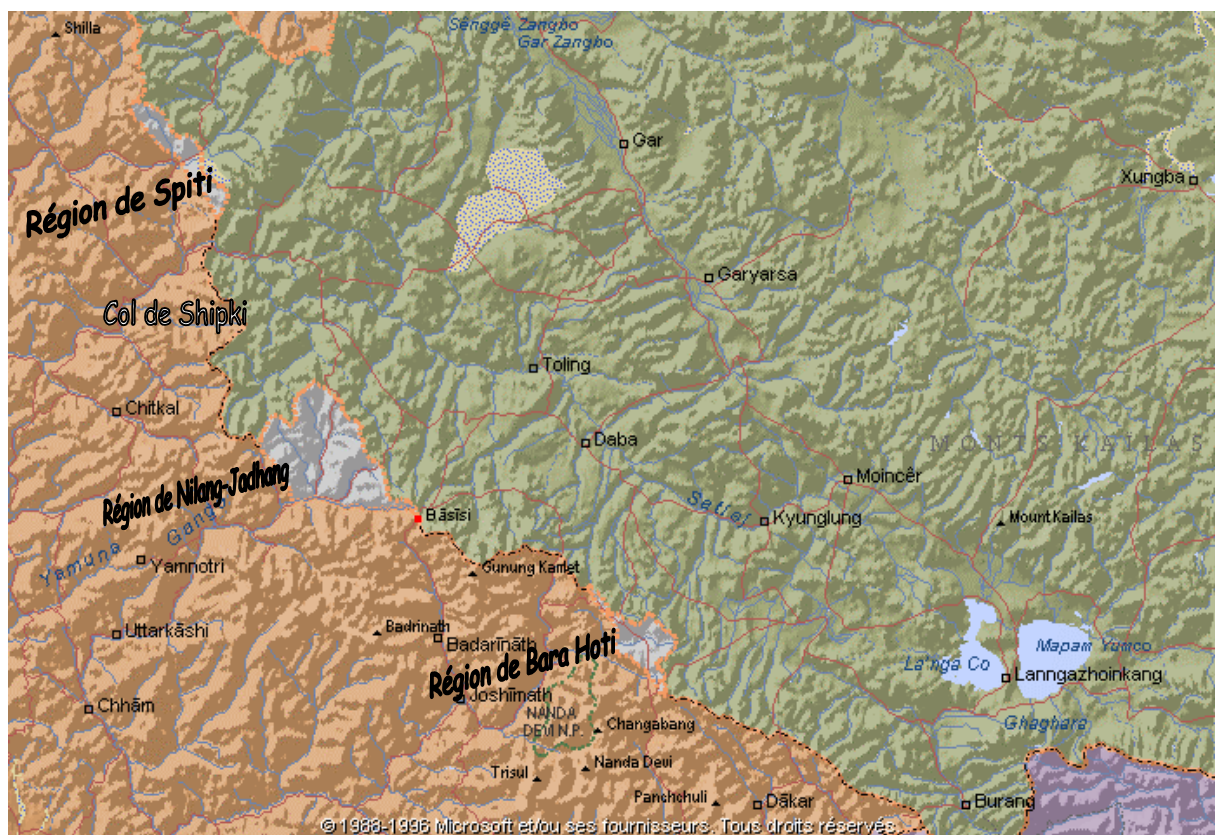


**Le secteur occidental : Ladakh – Aksai Chin**

De manière générale, la frontière nord du Ladakh peut être discutable, selon qu'on accepte le point de vue de Pékin ou de Delhi à propos de l'Aksai Chin. L'histoire penche cependant nettement en faveur des thèses indiennes. Dans la zone sud également, autrement dit entre Fort Khurnak et Demchok, l'histoire et la configuration des lieux semblent donner raison aux Indiens, la ligne de partage des eaux et les cols étant une frontière naturelle parfaitement acceptable, puisque quasiment infranchissables. Il en va de même pour tous les points de litige situés plus au sud jusqu'au Népal.

**322** – Dans le secteur central :

En ce concerne ce secteur, seuls des petites enclaves à l'est de la ligne de crête himalayenne font l'objet de contestations entre les deux Etats. Ce que les Indiens revendiquent comme leur appartenant est donc tout simplement ce que les Chinois s'attribuent également.



## Secteur central

Pour les Indiens, dans la région de Spiti, la frontière passe en ligne de partage des eaux du Pare Chu et du Spiti, ce dernier avec les localités de Chuva et Chuje faisant partie de l'Inde.

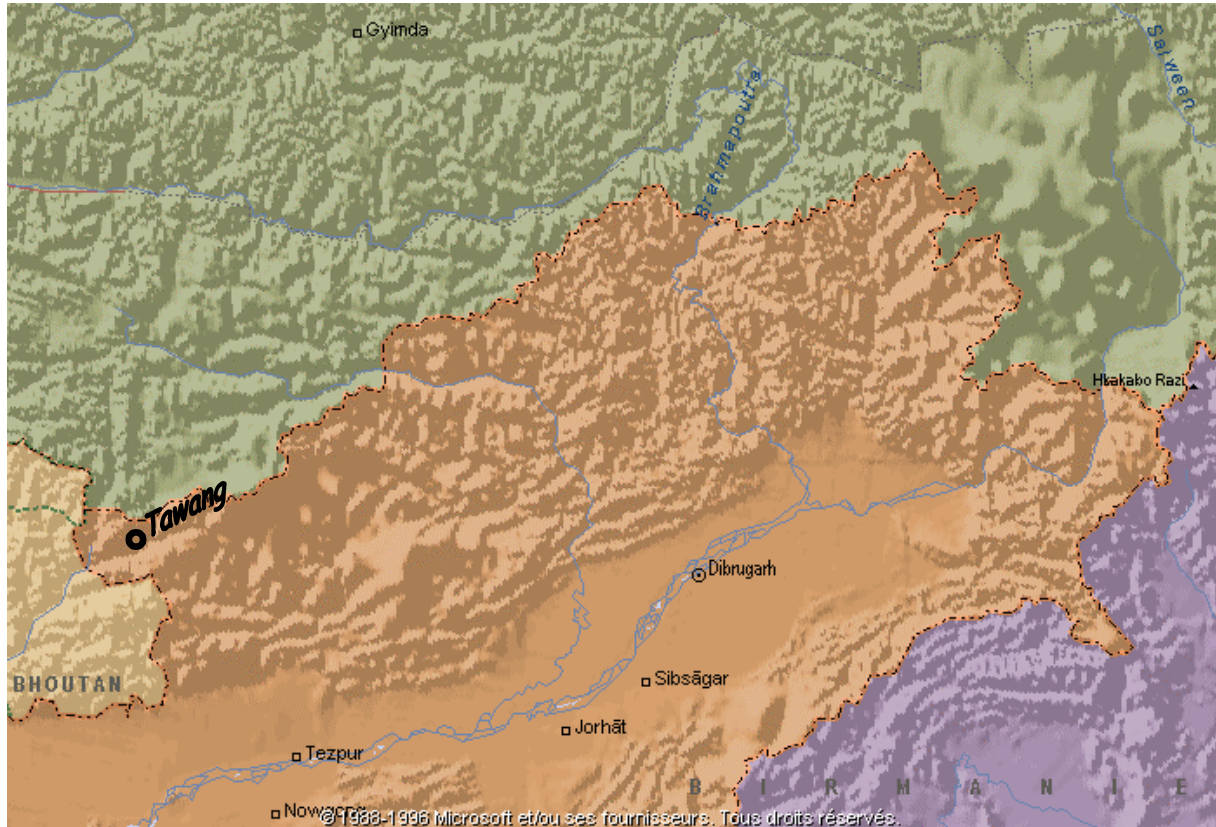
Plus au sud, le Shipki La, ou col de Shipki, est la limite du territoire indien, le village de Hupsang Khud étant la première localité indienne à l'ouest.

Encore plus au sud, les villages de Pulam Sumda (Puling Sumdo), Nilang (Sang pour les Chinois) et de Jadhang (Tsungsha) font partie du district de Tsaparang Dزونگ, de l'Uttar Pradesh. Cette région, frontière entre l'Himachal Pradesh et l'Uttar Pradesh et où le Gange prend sa source furent déjà objet de controverse au dix-septième siècle, entre les royaumes de Bushahr (aujourd'hui en Himachal Pradesh) et de Tehri (aujourd'hui en Uttar Pradesh). Un traité de défense mutuelle entre les deux royaumes, établi en 1667, fait état de la cession de la région de Nilang au Tehri, donc à l'Uttar Pradesh. Le fait que le Gange y prenne sa source

place incontestablement cette zone en deçà de la ligne de partage des eaux entre le plateau tibétain et la vallée de ce fleuve indien.

De même, au sud-est de cet endroit, le secteur de Bara Hoti (WuJe), situé au nord de la Nanda Devi, et englobant les villages de Bara Hoti, Laphthal et Sangcha Malla, est situé dans le district d'Almora, en Uttar Pradesh, et en deçà de la ligne de partage des eaux, puisqu'à l'ouest du col de Balcha Dhura.

### 323 – Dans le secteur oriental :



### Secteur oriental : la North East Frontier Agency

La frontière revendiquée par l'Inde dans ce secteur correspond à la ligne Mac Mahon dans son tracé entre le Bhoutan et l'actuelle limite de la Birmanie.

La région de Khinzemane et Shatze, juste à l'est du Bhoutan, dans le district de Tawang, est située au sud de la ligne de crête himalayenne, au débouché de deux vallées qui viennent du Tibet au nord. Les Indiens revendiquent toute la partie au sud de la chaîne du Thangla, à partir du village de Lumpo. Selon eux, les pâturages au sud de la frontière, sur le plateau du Droksar, appartiennent à l'Inde et auraient été loués depuis des générations aux éleveurs des villages de Le et Timang, au Tibet, contre paiement de droits aux habitants de Lumpo.

Pour les Chinois, la région de Tawang jusqu'aux plaines de l'Assam, y compris la partie sud-est du Bhoutan, fait partie du territoire tibétain, donc chinois. Les rapports des missions anglaises au début du siècle leur donnent d'ailleurs raison, au moins en ce qui concerne Tawang.

Dans la région du Subansiri, la frontière fixée par la ligne Mac Mahon s'éloigne de la ligne de crête pour passer plus au sud. La raison de cet écart était en fait de tenir compte de la valeur religieuse que les Tibétains attribuaient à certains lieux. Ainsi, les lacs de Tso Karpo et Tsari Tsarpa, ainsi que le village de Migyitun, but d'un pèlerinage effectué tous les douze ans, revêtaient un caractère sacré. De même, les routes empruntées pour ce pèlerinage, entre

Migyitun et les lacs d'une part, et une autre nommée Tsari Nyingpa, étaient également sacrées. La ligne frontière passe donc au sud de la localité de Migyitun pour englober toute cette zone importante pour les autochtones.

En revanche, le village de Longju, situé à quelques kilomètres à l'est de Migyitun, serait, lui, compris avec ses dépendances en territoire indien.

Dans cette région, les Chinois revendiquent la presque totalité de la NEFA, la frontière partant selon eux non pas du coin nord-est du Bhoutan, mais sud-ouest, englobant au passage la région de Tashigang au Bhoutan, pour suivre après le pied des collines sous-himalayennes jusqu'à la frontière birmane, à proximité de Minzong, au sud de Walong.

Les revendications chinoises dans cette zone paraissent extravagantes, et d'ailleurs, Pékin n'a pas cherché à les réaliser sur le terrain, bien que la victoire de 1962 lui en eût donné les moyens. De fait, il est extrêmement difficile de déterminer, dans la politique des communistes chinois de l'époque maoïste, ce qui relève de la propagande, de la mauvaise foi et de la vérité. Il semblerait donc que les revendications de New Delhi soient en substance plus proches de la vérité historique et qu'elles se présentent de manière générale comme les plus raisonnables. En tout état de cause, cela n'a pourtant pas favorisé la résolution pacifique du contentieux, et surtout pas pour l'Inde, grande perdante dans cette affaire.

**324** – Au total, les territoires contestés couvrent une superficie d'environ 135 000 km<sup>2</sup>, dont environ 35 000 km<sup>2</sup> au Ladakh, c'est-à-dire à peu près la surface des Pays-Bas ou de la Belgique, et un peu moins de 100 000 km<sup>2</sup> au Ladakh, donc un peu plus que la superficie de la Hongrie ou du Portugal. Les points litigieux intermédiaires ne représentent en fait qu'une très faible surface et une infime portion des étendues revendiquées.

Au cours des combats de 1962, certaines zones ont été d'abord conquises par les troupes communistes, puis reprises par les jawans. Ce n'est donc que par une description détaillée de l'évolution des opérations que nous serons à même de préciser la situation finale de décembre 1962, qui perdure encore à ce jour.

### **33 – Les opérations :**

Le 4 octobre, les Indiens formaient le 4<sup>ème</sup> Corps regroupant les forces de la NEFA, et dont le commandement fut confié par le gouvernement au Général Kaul. Le 9, ils lançaient une attaque limitée au nord-ouest de Dhola. Leur but était évidemment de rejeter les Chinois hors de leur territoire, ce qui fut confirmé le 12 par Nehru lui-même dans une conférence de presse à New Delhi, où il déclara que l'Armée avait reçu l'ordre d'éjecter les Chinois de la NEFA. Le 15 octobre, le Ministre de la Défense, Krishna Menon, reprit cette antienne dans une déclaration faite à Bangalore, selon laquelle « les Chinois seraient boutés hors du sol indien ».

Dès lors, le glissement de la situation vers la guerre était inévitable et les Indiens fournissaient à leurs adversaires la possibilité d'attaquer en passant pour les agressés, puisque leur attaque ne serait qu'une riposte, certes disproportionnée, mais légitime dans son principe.

Le 8 septembre 1962, des détachements précurseurs chinois établirent leur bivouac près de Dhola, cinq kilomètres au sud de la Ligne Mac Mahon, dans la NEFA. Le 12, les premières unités chinoises franchirent les crêtes de Thagla, trois kilomètres à l'est de Dhola. Le 16, les Indiens déclarèrent que leur poste de Dhola avait essuyé des coups de feu et le 17, Pékin rétorqua en se plaignant que les Indiens avaient attaqué vers le nord, tout au long de la Namka Chu, entre Hatung La et Pangkangting, en direction du lac de Sechang. On peut considérer que ces déplacements de troupes, au cours desquelles quelques coups de feu furent échangés,

constituèrent la mise en place en vue de la grande offensive de l'A.P.L.. Celle-ci fut menée aux ordres du Commandant en Chef de la Région Militaire du Tibet, le Général Tan Kuansan, et du Chef des Opérations au Tibet, le Général Zhang Guohua.

Mi-octobre, l'Armée Populaire de Libération disposait de 100 000 hommes aux frontières, opposés à 20 000 jawans indiens. Le 20 octobre à cinq heures du matin, deux divisions chinoises de dix mille hommes chacune, avec un appui d'artillerie, passèrent à l'attaque en plusieurs vagues, dans la NEFA et au Ladakh.

En Aksai Chin, les Chinois lancèrent leur attaque sur trois axes : en direction du col de Karakorum, de Leh, la capitale du Ladakh, et de Chushul, plus au sud, pendant que des combats avaient lieu dans la région de Demchok.

Sur toute la longueur du front ladakhi, l'A.P.L. délogea les Indiens de quarante-trois de leurs postes et s'empara le 2 novembre de la base opérationnelle centrale de Daulat Beg Oldi, progressant ensuite sans rencontrer beaucoup de résistance dans cette zone désertique. Leurs gains territoriaux furent tels que, lors de leur retrait ultérieur de vingt kilomètres, les Chinois tenaient encore la totalité des terres qu'ils revendiquaient.

Compte tenu de la très nette supériorité numérique chinoise, les Indiens furent bousculés en moins de quarante-huit heures. Côté NEFA, Dhola tomba dès le premier jour. Les Chinois utilisèrent l'avantage stratégique que leur donnait sur le plan logistique le réseau routier qu'ils avaient construit, et étendirent leurs lignes d'opérations pour attaquer plus à l'est, avec un rapport de forces de cinq contre un, Kibitoo, dans le district de Lohit, à proximité du point de tri jonction entre l'Inde, la Birmanie et la Chine, tout en concentrant des forces devant Longju, dans le secteur central de la NEFA.

Ainsi, il est possible de voir que l'effort de l'A.P.L. se portait sur le secteur de Tawang à l'ouest, appuyé par des attaques secondaires à l'est et dans une moindre mesure au centre, aux environs de Longju.

Près de Tawang, les postes indiens de Dhola et Khinzemane étant situés dans la vallée de la rivière Namku-Chu, cinq kilomètres au sud des crêtes de Thagla, les cinq ponts sur cette rivière tombèrent entre les mains des Chinois avec le retrait des troupes indiennes.

L'offensive chinoise gagna bientôt en profondeur, avec l'attaque du poste du col de Bumla, vingt kilomètres à l'est de Khinzemane, puis le 23 octobre celle de Tawang, à vingt-cinq kilomètres au sud de la frontière. Tawang, où se trouve un monastère affilié à celui de Drepong au Tibet, représentait une valeur stratégique, car c'est le point de départ d'une route carrossable qui, par le col de Sela, permet d'atteindre Tezpur, à environ cent soixante kilomètres de distance, dans la vallée du Brahmapoutre. Tezpur était à l'époque le siège du Commandement de la Région Est, dont le chef était le Général de Corps d'Armée Brij Mohan Kaul, que nous avons déjà évoqué précédemment.

Le 25 octobre, les Indiens avaient évacué la région de Tawang et les Chinois pouvaient reprendre leur progression en direction des plaines de l'Assam, le long de l'axe routier Tawang-Tezpur.

Entre temps, Pékin avait proposé à New Delhi un cessez-le-feu sur la base d'un retrait de vingt kilomètres de part et d'autre de la « ligne de contrôle effectif ». En clair, le gouvernement chinois suggérait à ses adversaires d'accepter le fait accompli, ce que bien sûr ils refusèrent.

A compter du vingt-sept octobre, les Chinois, qui avaient désormais engagé quatre divisions sur le théâtre, durent ralentir leur avance. Les Indiens furent contraints sous la pression

chinoise d'abandonner le village de Jang, sur la route carrossable, à huit kilomètres au sud de Tawang et quinze kilomètres au nord du col de Sela.

Simultanément, l'A.P.L. progressait dans le secteur le plus à l'est et de Kibitoo, atteignait les approches de Walong, siège de l'administration du district de Lohit.

Le premier novembre, les troupes chinoises cessèrent leur avance dans tous les secteurs et un calme relatif s'établit sur tous les fronts. L'A.P.L. eut besoin de deux bonnes semaines pour procéder à la consolidation de son dispositif par la réorganisation des troupes au contact et l'acheminement de renforts, construisant pour cela des routes traversant les cols pris aux Indiens et reliant ses bases de départ sur la frontière, ou du moins la ligne de contrôle d'avant le 20 octobre, à leurs positions les plus avancées.

Le 16 novembre, les combats reprirent près de Walong, le long de la rivière Lohit. Walong, situé à vingt-cinq kilomètres au sud de la ligne Mac Mahon et à plus de cent vingt kilomètres au nord du Brahmapoutre, possède une piste d'atterrissage. En outre, depuis Walong, la vallée large et assez facilement praticable du Lohit rejoint directement les plaines de l'Assam, et en particulier les champs pétrolifères de Digboi, éloignés de seulement cent cinquante kilomètres. Ainsi, avec la chute de Walong le 18 novembre, c'était une sérieuse brèche qui était creusée dans la défense indienne.

Dans le même temps, les Chinois avaient repris l'offensive le 17 dans la région de Jang, à l'ouest, pour conquérir le col de Sela, qui devenait un point clé de la zone avant la chute des premières neiges. Pour acheminer troupes et approvisionnements vers les lieux des combats, les sapeurs chinois construisirent en l'espace de trois semaines une route de vingt-cinq kilomètres entre le col de Bumla et Tawang.

L'Armée indienne défendait le col de Sela avec une division renforcée aux ordres du Général de Division Pathani, afin d'interdire aux Chinois une percée vers Tezpur en leur opposant une dernière ligne défensive profitant des reliefs montagneux. Le 18 novembre, ils durent cependant abandonner le col devant les assauts chinois. Simultanément, l'A.P.L. avait contourné la passe de Sela par le sud, franchissant sans doute pour cela la frontière du Bhoutan, et s'était emparé de Bomdila, quarante-cinq kilomètres au sud du col.

Bomdila, centre administratif local, se trouvait au cœur du dispositif de défense indien. Sa conquête bloquait l'élite des troupes indiennes, qui s'étaient couvertes de gloire à El Alamein et Monte Cassino, entre la ville de Bomdila et le col de Sela, avec un dispositif centré sur leur P.C. divisionnaire de Drang Dzong, trente kilomètres au nord-ouest de la ville.

A compter de ce moment, plus rien ne pouvait arrêter l'avancée des troupes chinoises, si ce n'est des considérations d'approvisionnement logistique ou de cohérence tactique. Après la percée dans le secteur de Bomdila, l'avance chinoise se poursuivit pour atteindre le 21 novembre la petite ville de Foothill, qui comme l'indique son nom, est située en bordure des plaines. Cela représentait une avance de 265 kilomètres en l'espace de quatre semaines.

La chute de Bomdila et de Walong avait totalement anéanti l'organisation de la défense indienne, et même les cols de Piri, cinquante kilomètres au sud de Bomdila, et les cinquante kilomètres de route en direction des plaines de l'Assam ne purent être tenues. La division bloquée au nord tenta sans succès de briser l'encerclement. Le 22 novembre, les troupes de Pékin tenaient donc les collines surplombant la vallée du Brahmapoutre.

Dans le secteur central de la NEFA, aux alentours de Longju, les troupes de Pékin avaient pénétré en territoire indien sur une soixantaine de kilomètres le 22 novembre.

A l'est, dans le secteur de Walong, une contre-attaque indienne du 14 novembre ne parvint pas à enrayer l'avance chinoise et se termina en débâcle avec une retraite précipitée le long du

Lohit. Le 22 novembre, les Chinois avaient atteint le village de Hayuliang, sur le Brahmapoutre, à 130 kilomètres au sud de Walong.

Le 21 novembre à minuit, fort de sa supériorité militaire écrasante, le gouvernement de Pékin déclarait un cessez-le-feu unilatéral sur toutes les frontières avec l'Inde, et se disait prêt à se retirer vingt kilomètres en arrière de la « ligne de contrôle effectif du 7 novembre 1959 ». Ce retrait intervint à partir du 1<sup>er</sup> décembre 1962.

Si l'on considère qu'à la date du 7 novembre 1959, la Chine avait déjà fini la construction de ses routes au Ladakh et tenait tous les points sensibles de la frontière, l'alternative de Delhi était d'éviter Charybde pour affronter Silla. En effet, Nehru devait soit se prononcer pour la poursuite d'une guerre déjà perdue, soit accepter un « statu quo » ressemblant fort à un fait accompli. N'ayant pas réellement le choix, le Premier Ministre décida de ne rien choisir et la situation resta celle préconisée par les Chinois.

### **34 – Un conflit en suspens :**

Dès le 15 novembre, Zhou Enlai avait adressé aux dirigeants des pays d'Asie et d'Afrique un mémorandum très complet présentant l'argumentation chinoise concernant la question de la frontière sino-indienne et les mesures prises par son gouvernement pour se défendre contre « l'agression indienne ». Prenant les devants, il espérait ainsi gagner les bons sentiments de ces pays, à faire valoir lors de la résolution ultérieure de la crise.

En fait, le règlement du conflit n'est toujours pas intervenu, et même si depuis 1981, des conversations frontalières se sont engagées, et qu'aujourd'hui, les relations plus détendues entre les deux pays peuvent faire penser que cette question est enterrée et oubliée, le problème persiste et rien de concret n'a été fait pour le résoudre. Seules ont été prises des mesures prévenant le contact des troupes dans les zones contestées, mais aucun accord ou traité n'est encore prévu.

Pourtant, une conférence se tint du 10 au 12 décembre 1962 à Colombo, et réunit les représentants de six pays non-alignés d'Asie et d'Afrique\_ la Birmanie, l'Indonésie, le Cambodge, l'Égypte, le Ghana et Ceylan\_ pour tenter de trouver un compromis entre les belligérants.

Les propositions de la conférence furent rendues publiques le 20 janvier 1963 et tiennent en six points :

1. Le cessez-le-feu de facto est un bon point de départ pour un règlement pacifique du conflit.
2. Les médiateurs appellent : la Chine à mettre en œuvre le retrait de vingt kilomètres de ses postes militaires dans le secteur occidental ; l'Inde à maintenir ses positions militaires actuelles ; à la démilitarisation des zones évacuées et à l'établissement de postes d'administrations civiles dans ces zones.
3. Pour le secteur oriental, la ligne de contrôle actuelle peut constituer une ligne de cessez-le-feu sur les positions respectives, là où elle est reconnue des deux gouvernements.
4. Les problèmes du secteur central devront être résolus par des moyens pacifiques.
5. Les propositions de la Conférence peuvent aider à l'affermissement du cessez-le-feu et servir de base à des discussions ultérieures pour résoudre les problèmes de la situation présente.
6. Les propositions de la Conférence n'empêcheront pas les gouvernements indiens et chinois d'avoir leurs conceptions respectives lors de la délimitation définitive de la frontière.

Après quelques éclaircissements demandés par l'Inde à propos des paragraphes 2, 3 et 4, et qui lui furent notifiés par les délégations de Ceylan de la République Arabe Unie et du Ghana le 13 janvier, l'Inde donna son acceptation de principe le jour même par lettre du Premier Ministre et, après consultation du Lok Sabha, accepta définitivement et in toto les propositions de la Conférence le 26 janvier, dans une lettre de Nehru à Madame Bandaranaike, Premier Ministre de Ceylan.

La Chine quant à elle, accepta « en principe » le plan des médiateurs de Colombo, mais refusa de le considérer autrement que comme une base de discussion du problème. Dans sa lettre du 19 janvier au Premier Ministre de Ceylan, Zhou Enlai écrit que le gouvernement chinois n'accepte les propositions que comme « bases préliminaires de la rencontre de fonctionnaires chinois et indiens pour discuter de la stabilisation du cessez-le-feu et de la rupture de contact, et pour promouvoir des négociations entre la Chine et l'Inde au sujet de la frontière.

En définitive, les Chinois voulaient se passer d'intermédiaire et négocier directement avec Delhi pour une reconnaissance de l'« inégalité » des traités historiques.

## Conclusion

Depuis la proclamation de la République populaire de Chine en 1949, la question de la frontière sino-indienne a revêtu une importance particulière. La façon dont cette question a été soulevée par le nouveau régime chinois et les arguments avancés par Pékin pour soutenir ses revendications, les propositions faites pour résoudre le conflit, constituent le premier grand dossier frontalier traité par les communistes, le deuxième, par ordre chronologique, sinon d'importance, étant celui de la frontière soviétique. Ce dossier eut une très grande importance pour l'évolution de la politique extérieure chinoise et illustre assez bien les positions fondamentales de la République Populaire de Chine en ce domaine.

Alors que Pékin et New Delhi avaient signé le 29 avril 1954 un traité sur les relations entre la « région tibétaine de Chine » et l'Inde, la question frontalière n'était pas abordée. Cette attitude était d'autant plus surprenante que ce traité établissait une liste limitative de cols par lesquels commerçants et pèlerins seraient autorisés à transiter, ce qui soulevait ipso facto la question du tracé de la frontière.

Mais l'objectif de la Chine au moment de la signature était l'amélioration de ses rapports avec l'Inde, et estimait de ce fait, inopportun d'évoquer la question. L'Inde en conclut un peu hâtivement, et peut-être naïvement, que la Chine acceptait de facto la frontière existante.

L'affaire des cartes publiées en Chine, l'ampleur de la rébellion tibétaine qui débuta en 1956 et le rapprochement indo-soviétique, alors que se développait dans le même temps la mésentente sino-soviétique, aboutit à un rappel brutal par Pékin fin 1958, début 1959, du fait que « des différents frontaliers existaient bien entre l'Inde et la Chine », et ce sur une superficie contestée de plus de 130 000 kilomètres carrés, situés dans des confins inhabitables, quasiment inaccessibles, et parfois inexplorés.

Ce contentieux était né de la colonisation et de l'imposition à la Chine de traités inégaux avec les puissances occidentales, russe et japonaise. Les Indiens reconnaissent en effet la ligne dite « Mac Mahon », tracée par les Anglais en 1913, alors que les Chinois aspiraient à une reconnaissance par l'Inde de la nullité d'une telle ligne imposée sous la contrainte.

Malgré cela et pour éviter des difficultés dans ces zones, la Chine avait proposé le 7 novembre 1959 de replier les troupes de vingt kilomètres de part et d'autre de la ligne de contrôle effectif. L'Inde estimait que cela revenait à entériner la présence chinoise, en particulier au Ladakh, et ne fit pas écho à cette proposition. Des négociations menées en 1960 au niveau des experts n'avaient pas non plus abouti. Les incidents militaires se multiplièrent et, lorsque le traité de 1954 vint à échéance le 2 juin 1962, l'Inde refusa d'en négocier un nouveau tant que la question frontalière ne serait pas réglée. Une dernière note chinoise du 13 septembre 1962 proposant la reprise des négociations resta sans écho du côté indien.

Dès lors, Pékin se prépara à un conflit qui ne pouvait être évité, et le 20 octobre, prit l'initiative d'une vaste offensive, au Ladakh et dans la NEFA.

Après avoir bousculé les défenses indiennes, la Chine proposait le 24 octobre un repli des troupes sur la base de la ligne de contrôle effectif du 7 novembre 1959. Devant le refus de l'Inde, les troupes chinoises poursuivirent les combats, infligeant une défaite humiliante à l'Armée indienne. Le 22 novembre, Pékin décrétait unilatéralement un cessez-le-feu, après avoir pénétré très profondément en territoire indien. Le 1<sup>er</sup> décembre, les troupes de l'A.P.L. effectuaient un repli de vingt kilomètres en deçà de la ligne Mac Mahon dans la NEFA et maintenaient une position à vingt kilomètres de leur ligne d'avancée maximale en Aksai Chin, ce qui reste la situation militaire de fait à ce jour.

Il ressort de ce conflit que la République Populaire de Chine était globalement prête à accepter le tracé traditionnel dans la NEFA, qu'en revanche, Pékin avait un besoin absolu de contrôler les accès du Tibet, face aux rebelles, et de disposer d'un réseau routier d'accès au Tibet depuis le Xinjiang à l'ouest, qui ne pouvait que traverser le plateau d'Aksai Chin.

En outre, la Chine tenait par dessus tout à une négociation directe avec l'Inde et à l'établissement d'un traité « égal », quitte à accepter dans celui-ci le tracé colonial. En effet, la Chine n'accepta les propositions de la Conférence de Colombo, qui avait cherché à établir une médiation dans ce conflit, que comme base de négociations directes avec l'Inde.

Heureusement, depuis, les positions de Pékin vis-à-vis du monde extérieur se sont assouplies et les nécessités du développement économique ont souvent fait prévaloir la raison par rapport à l'intransigeance dogmatique des temps passés. De nombreux contentieux frontaliers ont ainsi pu être réglés, y compris avec la Russie et les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale dans les années quatre-vingt-dix.

Il ne reste à ce jour qu'un seul tracé de frontière à fixer pour Pékin, et c'est celui avec l'Inde. Celle-ci par contre n'en a pas fini, puisqu'il lui reste non seulement ce même tracé à fixer, mais aussi celui plus délicat encore de sa frontière avec le Pakistan, où se déchaîne haine, intransigeance et mauvaise foi, sur fond de querelle religieuse, ethnique et désormais nucléaire.

## Bibliographie

La politique asiatique de la Chine – P. de Beauregard, J.-P. Cabestan, J.-L. Domenach, F. Godement, J. de Golfiem, F. Joyaux - Fédération pour les études de Défense Nationale – 1986

La Chine - Jean-Luc Domenach et Philippe Richer - Imprimerie Nationale - 1987

La République Populaire de Chine de 1949 à nos jours - Marie-Claire Bergère - Armand Colin - 1987

La politique extérieure de la Chine Populaire - François Joyaux - Que Sais-Je ? P.U.F.

La tentation impériale - François Joyaux - Imprimerie Nationale - 1994

Modern China, a history - Edwin E. Moise - Longman Ltd, London - 1994

Defending India - Jaswant Singh - Mac Millan India Ltd - 1999

India's armed forces - Maj. Gen. Ashok Krishna - Lancer Publishers, New Dehli - 1998

The guilty men of 1962 - D.R. Mankekar - The Tulsi Shah Enterprises - 1968

### Articles de presse :

Inde-Chine : le face-à-face ? - Thérèse Delpech - Politique internationale, n° 82, hiver 98-99

Le conflit frontalier sino-indien : correspondance entre New Dehli et Pékin  
Notes et études documentaires - 15 mars 1965 - La Documentation Française

Dans « Articles et Documents » de la Documentation Française :

- Le conflit frontalier sino-indien - 8 novembre 1962
- Le conflit frontalier sino-indien - 15 novembre 1962
- Le conflit frontalier sino-indien - 22 novembre 1962

Renmin Ribao (Quotidien du Peuple)

China's Himalayan Borders - Dr K.S. Shelvankar et Nasim Ahmed  
International Affairs - octobre 1962

India – China Relations - Maj. Gen.(retd) Dipankar Banerjee  
Asian Defence Journal – août 1997

Dans « China News Analysis, weekly newsletter », Honk Kong - Partie traitant de la politique étrangère :

- India - n° 444 - 9 novembre 1962
- In the Himalayas - n° 437 - 14 septembre 1962

The economic war potential of the People's Republic of China - Major Edgar O'Ballance  
Military Review - septembre 1962

Der Sino-indische Grenzkrieg - Deutsche Rundschau, Baden Baden - août 1962

Dans « China Analysen » - Forschungsdienst, China-Archiv, Francfort :

- Zur sino-indische Strategie in Aksai Chin / Ladakh - octobre 1962
- Ablauf und Motive des sino-indischen Grenzkrieges - décembre 1962
- Zu Pekings Gebietsansprüchen gegenüber Indien - février 1963
- Der sino-indische HimalayaKrieg 1962 in der Rückschau - décembre 1963